

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Luttes ciblées en vue d'acquérir toujours plus de pouvoir dans le monde

Le capitalisme financier de Hong Kong s'obstine à préserver son blanc-seing pour les crimes financiers

par Kevin Zeese et Margaret Flowers*



Kevin Zeese
(photo wikipedia)



Margaret Flowers
(photo rtamerica)

Hong Kong est un des exemples les plus extrêmes de capitalisme financier néolibéral. Il s'en suit que de nombreux habitants de Hong Kong souffrent d'une grande insécurité économique dans cette ville qui compte 93 milliardaires et qui de ce fait arrive deuxième au classement mondial.

Hong Kong souffre d'avoir été une colonie britannique durant les 150 ans ayant suivi les guerres de l'opium (1839-1860). Les Britanniques avaient mis en place un système économique capitaliste dans une ville n'ayant jamais été autonome. En partant, la Grande-Bretagne a négocié un accord avec la Chine empêchant cette dernière de modifier les systèmes politique et économique durant les 50 ans à venir, transformant Hong Kong en une «Région administrative spéciale» (RAS).

La Chine ne peut pas répondre aux problèmes des souffrances du peuple de Hong Kong. La notion «un pays deux systèmes» signifie que le capitalisme extrême de Hong Kong coexiste indépendamment du système socialisé chinois. Hong Kong a un système politique inhabituel. Par exemple, la moitié des sièges de son Parlement sont réservés aux représentants des intérêts commerciaux, et de ce fait les multinationales votent les lois.

Hong Kong est un centre de la haute finance, ainsi qu'un centre de crimes financiers. Entre 2013 et 2017, le nombre de transactions suspectes signalées aux forces de l'ordre a passé de 32 907 à 92 115. Il y a eu très peu de poursuites, elles sont passées d'un maximum de 167 en 2014 à 103 en 2017. Les condamnations ont chuté jusqu'à ne voir condamnée qu'une seule personne à plus de six ans de prison en 2017.

Le problème ne vient ni du projet de loi sur les extraditions ayant servi à déclencher les protestations ni de la Chine, le problème de Hong Kong vient de son économie et de sa gouvernance.

Le projet de loi sur les extraditions

La cause déclarée des récentes manifestations constitue le projet de loi sur les extraditions. Ce dernier a été élaboré par le gouvernement de Hong Kong parce que jusqu'à présent, il n'existe aucun moyen juridique pour empêcher des criminels de se soustraire aux poursuites lorsqu'ils se réfugient à Hong Kong. Le projet de loi avait été proposé en février

2019, de manière à instaurer un mécanisme de transfert des fuyitifs depuis Hong Kong vers Taiwan, Macao ou la Chine continentale.

Les lois sur les extraditions sont conformes à la norme juridique entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci (par exemple entre Etats fédérés). Etant donné que Hong Kong fait partie de la Chine, il s'agit d'une question basique. En 1998, *Martin Lee*, un député pro-démocratie, avait proposé une loi similaire à celle à laquelle il s'oppose actuellement, pour assurer qu'une personne soit poursuivie et jugée sur le lieu du délit.

La demande d'un tel projet de loi a été faite en 2018, lorsque *Chan Tong-kai*, un résident de Hong Kong aurait tué sa petite amie enceinte *Poon Hiu-wing* à Taiwan, pour ensuite retourner à Hong Kong. Chan a avoué à la police de Hong Kong avoir tué *Poon Hiu-wing*, mais la police n'a pas pu l'inculper de meurtre ni l'extrader à Taiwan, car il n'existait aucun accord.

Le projet de loi prévoyait 46 types de crimes reconnus comme infractions sérieuses dans le monde entier. En faisaient partie le meurtre, le viol et les infractions sexuelles, les voies de fait, les enlèvements, les infractions contre les règles sur l'immigration, ainsi que les infractions en matière de drogue, les infractions contre les biens telles que le vol qualifié, le cambriolage et l'incendie criminel et d'autres infractions pénales traditionnelles. Il comprenait également les crimes commerciaux et financiers.

Des mois avant le début des manifestations, le milieu des affaires avait exprimé son opposition à ce projet de loi. Les deux partis le représentant avaient exhorté le gouvernement d'éliminer les crimes en col blanc de la liste des infractions visées par tout accord d'extradition futur. Une pression grandissante des poids lourds du milieu des affaires de la ville s'est fait sentir. La Chambre de commerce étasunienne, *AmCham*, une organisation vieille de 50 ans et représentant plus de 1200 entreprises américaines exerçant leurs activités à Hong Kong s'est opposée au projet de loi.

AmCham avait annoncé que cela porterait préjudice à la réputation de la ville: «Toute modification des accords d'extradition qui élargirait considérablement les possibilités d'arrestation et d'extradition [...] de dirigeants d'entreprises internationales résidant ou transitant par Hong Kong, résultant d'allocutions de crime économique formulées par le gouvernement de la partie continentale, saperait la perception de Hong Kong comme un refuge sûr et sécurisé pour les opérations commerciales internationales.»

Kurt Tong, le plus haut diplomate américain à Hong Kong, a déclaré en mars que cette proposition pourrait compliquer les relations entre Washington et Hong Kong. En effet, le *Centre pour l'entrepreneuriat privé international*, une branche de la NED (*National Endowment for Democracy* [Fondation nationale pour la démocratie] – filiale de la CIA), a déclaré que ce projet de loi saperait la liberté économique, provoquerait une fuite des capitaux et menacerait le statut de Hong Kong en tant que plaque tournante du commerce global. Une lettre bipartite signée par huit membres du Congrès américain, dont les sénateurs *Marco Rubio*, *Tom Cotton* et *Steve Daines* et des membres de la Chambre des représentants *Jim McGovern*, *Ben McAdams*, *Chris Smith*, *Tom Suozzi* et *Brian Mast*, s'opposant à ce projet de loi a été rédigée à cette intention.

Les promoteurs du projet de loi ont réagi en exemptant neuf des crimes économiques et en ne prévoyant l'extradition que pour des crimes punissables par au moins sept ans d'emprisonnement. Ces changements n'ont pas satisfait les défenseurs du «Big Business».

Les manifestations de masse et le rôle des Etats-Unis

Depuis ces litiges au sujet de la loi, l'opposition a grandi, formant une coalition pour l'organisation de manifestations. Comme le rapporte *Alexander Rubinstein*, «la coalition citée par les médias de Hong Kong, notamment le «South China Morning Post» et le «Hong Kong Free Press», comme organisatrice des manifestations anti-extradition, s'appelle «Civil Human Rights Front». Son site Internet liste comme membres de la coalition: le HKHRM [*Hongkong Human Rights Monitor*] financé par la NED, la *Fédération des syndicats de Hong Kong*, l'*Association des journalistes de Hong Kong*, le *Parti civique*, le *Parti travailliste* et le *Parti démocratique*». Entre 1995 et 2013, le HKHRM à lui seul avait obtenu plus de 1,9 millions de dollars de la NED. Les principales manifestations ont commencé en juin.

Depuis 1996, la mise en place du mouvement antichinois à Hong Kong est un projet à long terme de la NED. En 2012, la NED a investi 460 000 dollars par l'intermédiaire du *National Democratic Institute* pour développer le mouvement antichinois (aussi appelé Mouvement pro-démocratie), notamment parmi des étudiants d'université. Deux ans plus tard, les manifestations de masse d'«Occupy Central» ont eu lieu. Dans une lettre ouverte adressée à Kurt Tong en 2016, ces subventions de la NED et d'autres ont été dévoilées et on lui a demandé si les Etats-Unis finançaient un mouvement indépendantiste à Hong Kong.

Lors des manifestations actuelles, les organisateurs ont été photographiés lors d'une rencontre avec *Julie Eadeh*, cheffe du service politique du consulat général des Etats-Unis, dans un hôtel de Hong Kong. Ils ont également rencontré les «faucons» antichinois à Washington, notamment le vice-président *Pence*, le secrétaire d'Etat *Pompeo*, le conseiller à la Sécurité nationale *John Bolton*, le sénateur *Marco Rubio* et le représentant *Eliot Engel*, président du *Comité des affaires étrangères* de la Chambre des Représentants. *Larry Diamond*, coéditeur des publications de la NED et co-président de la recherche, a ouvertement encouragé les manifestants. Il a livré un message vidéo de soutien lors de leur rassemblement du weekend du 17/18 août 2019.

Les protestations comprenaient de nombreux éléments propres aux *révolutions de couleur* inspirés par les Etats-Unis avec notamment la tactique de recourir à la violence – attaques contre des passants, des représentants des médias, de la police et du personnel de secours. Des tactiques similaires avaient été utilisées en Ukraine, au Nicaragua et au Venezuela, par exemple des barricades de rue liées à l'usage de la force. Les fonctionnaires américains et les médias occidentaux ont critiqué la réaction du gouvernement lors de ces manifestations violentes, bien qu'ils se soient tus lors de l'extrême violence policière utilisée contre les *Gilets jaunes* en France. Les manifestants ont également recours à des techniques d'essaimage et à l'envoi de messages sophistiqués sur les

hd. Le 15 octobre, la Chambre des représentants des Etats-Unis a adopté un projet de loi autorisant les Etats-Unis à examiner la «situation des droits de l'homme» à Hong Kong et, si nécessaire, à imposer des sanctions contre la Chine («Hong Kong Human Rights and Democracy Act»). Ce projet, que le Sénat doit encore approuver, interfère avec le statut spécial délicat de Hong Kong et mettrait le président Donald Trump en difficulté lors de ses prochaines négociations douanières avec la Chine. Le gouvernement chinois s'est une fois de plus plaint de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures du pays. «Le Figaro» du 16 octobre est l'un des rares journaux européens ayant publié un article à ce sujet.

réseaux sociaux à des personnes spécifiques aux Etats-Unis.

Les manifestations de masse ont continué. Le 9 juillet, la Chef du gouvernement *Carrie Lam* a déclaré l'abrogation du projet de loi. Les manifestants exigent maintenant que le projet de loi soit entièrement retiré, que Lam démissionne et que la police fasse l'objet d'une enquête.

Quel est le motif du mécontentement à Hong Kong?

La source des troubles à Hong Kong est l'insécurité économique découlant du capitalisme. En 1997, la Grande-Bretagne et la Chine avaient convenu de laisser «l'ancien système capitaliste» en place pour 50 ans.

Hong Kong se trouve en tête du classement de l'économie la plus libérale du monde de l'*Heritage's Index of Economic Freedom* [indice de liberté de l'économie de la fondation Heritage] – depuis son lancement en 1995. En 1990, *Milton Friedman* avait décrit Hong Kong comme le meilleur exemple d'économie de libre marché. Son classement est basé sur des impôts bas, une réglementation légère, des droits de propriété solides, la liberté des entreprises et une ouverture au commerce global.

Graeme Maxton a écrit dans le «*South China Morning Post*»: «Le seul moyen de rétablir l'ordre est de modifier radicalement la politique économique de Hong Kong. Après des décennies à n'avoir pratiquement rien fait et laissé régner le marché libre, il est temps que le gouvernement de Hong Kong fasse son devoir: gouverner dans l'intérêt de la majorité.»

Le projet de loi sur l'extradition, *Carrie Lam* ou la Chine ne sont pas les problèmes. Ce à quoi nous assistons est une économie néolibérale illimitée, décrite comme marché libre sous stéroïdes. L'économie de Hong Kong par rapport au PIB chinois est passée de sa valeur maximale de 27% en 1993, à moins de 3% en 2017. Pendant ce temps, la Chine a connu une formidable croissance avec son économie de marché, y compris dans la ville de Shenzhen, alors qu'on n'en observe pas à Hong Kong.

Sara Flounders a déclaré: «Depuis 10 ans, les salaires stagnent à Hong Kong, alors que les loyers ont augmenté de 300%, c'est la ville la plus chère au monde. A Shenzhen, les salaires ont augmenté de 8% par année et plus d'un million de nouveaux logements verts et à faible coût sont en voie d'achèvement.»

* Kevin Zeese est une personne politiquement engagée aux Etats-Unis et dans divers mouvements pour la paix. Il a milité pour assurer la traçabilité des bulletins de vote par les électeurs.

Dr Margaret Flowers est pédiatre dans le Maryland et candidate des Verts pour le Sénat américain. Elle est co-directrice de *PopularResistance.org* et conseillère du comité directeur de l'association «Médecins pour un Programme national de santé public», ainsi que membre du comité directeur de l'association «La Santé publique du Maryland est une campagne pour les droits humains».

«Votre droit de savoir»

Manifestations mondiales contre la censure de la presse australienne

Le 21 octobre, 19 journaux australiens ont masqué leur première page en signe de protestation contre les restrictions croissantes à la liberté de la presse dans le pays. Les journaux de tout l'éventail politique, de la gauche aux conservateurs, ont uni leurs forces pour cette action. La campagne s'est déroulée sous la devise «Votre droit de savoir» («Your Right to Know»).

rt. Depuis le 11 septembre 2001, l'Australie a constamment réduit la liberté dans la couverture médiatique des événements avec plus de 70 lois sécuritaires. Ces lois, y compris les lois antiterroristes, les lois sur la sécurité et le contrôle des flux des données, les lois sur la confidentialité, etc. ont été adoptées étape par étape. Les journalistes qui dénoncent des abus commis au niveau gouvernemental, mais aussi dans d'autres institutions étatiques, peuvent désormais être punis d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 60 ans suite à ces lois.

Deux perquisitions ont déclenché cette protestation: d'une part, les rédactions du radiodiffuseur public ABC ont été perquisitionnées parce que le radiodiffuseur possède des documents gouvernementaux et les a utilisés dans un reportage prouvant le meurtre de civils – dont des enfants – par des soldats australiens

en Afghanistan et d'autre part, des documents gouvernementaux, permettant aux services secrets d'écouter illégalement des citoyens australiens, ont été recherchés dans l'appartement de la journaliste Annika Smethurst.

A la suite de la campagne «Votre droit de savoir», de nombreux journalistes et de spécialistes des médias du monde entier ont souligné que c'est un scandale de premier ordre que de violer si massivement la liberté de la presse dans un Etat démocratique comme l'Australie. Les reportages et les commentaires dans la presse américaine et européenne se sont joints à cette protestation et ont fortement critiqué la situation en Australie.

Ce n'est pas sans raison que la liberté de la presse est considérée comme l'un des droits fondamentaux face à l'Etat. Elle a dû être arrachée à des dirigeants absolutistes ou totalitaires, parfois accompagnés d'affrontements sanglants et n'est toujours pas considérée comme garantie.

Les ministres, les présidents, les autorités ou les gouvernements aiment laisser les populations dans l'ignorance sur certaines de leurs activités. Quiconque recueille des informations pour se forger sa propre opinion, ou pour les diffuser à autrui, se rend suspect. Même ceux qui lisent certains journaux ou sites Web font l'objet d'une suspicion généralisée.

Qui, sinon le citoyen responsable, peut décider s'il veut faire confiance ou non à un message? Les jugements fondés sur divers faits et opinions doivent être pris par chacun, tout comme nous devons prendre des décisions concernant notre propre vie. A qui d'autre devrions-nous sinon céder notre pensée?

Chacun est appelé à défendre la liberté de la presse, fondement de la liberté de pensée et donc de la liberté par excellence. Ou bien devrions-nous laisser aux diverses maisons de presse australiennes le soin de défendre notre droit à l'information?

La contrepartie de la liberté de la presse – la censure – est un signe infaillible de la présence de conditions autoritaires ou dictatoriales. L'interdiction de diffuser des informations – notamment des informations dites «fausses» – peut être comprise comme un indice clair de structures tutélaires et autoritaires et rappelle des moments où d'autres prenaient des décisions concernant nos vies.

Aussi exotique que la situation en Australie – à l'autre bout du monde – puisse paraître à première vue, elle ne l'est malheureusement en rien dans le reste du monde «libéral». Les dernières réglementations de l'UE concernant les «fausses nouvelles», les «discours haineux», le «racisme» ainsi que les lois sur

la sécurité des données et autres législations similaires en vigueur dans de nombreux Etats correspondent parfaitement aux restrictions successives de la liberté de la presse.

Mais ce n'est pas seulement l'Etat lui-même ou des entités supranationales telles que l'UE qui sont soupçonnés de restreindre la liberté. Le caractère à voie unique des «médias mainstream» (cf. www.swprs.org), synchronisés des deux côtés de l'Atlantique, donne aussi à réfléchir. Ils dénoncent à juste titre les conditions en Australie, toutefois, ils ne s'acquittent eux-mêmes plus guère depuis belle lurette de leur véritable tâche à fournir des informations factuelles et complètes.

Parler d'un Etat autoritaire ou paternaliste est, dans ce contexte, clairement une banalisation. La restriction de la liberté de l'information est mieux décrite en disant ce qu'elle est: c'est un pas vers l'esclavage, vers «Le Meilleur des Mondes»¹ totalitaire ou vers «1984»².

La base de toute démocratie reste la liberté de la presse et le droit, étroitement lié, de s'informer sans entrave et de manière exhaustive afin de pouvoir décider librement. •

¹ Aldous Huxley, publié en 1932

² George Orwell, publié en 1949

L'Allemagne, 30 ans après la chute du mur

L'hostilité de la lutte politique ruine la démocratie

par Karl Müller

Si l'on en croit le premier candidat de la CDU aux élections parlementaires de Thuringe et les nombreux hauts responsables politiques de Bündnis 90/Die Grünen [les Verts], l'Allemagne – ou du moins l'Allemagne de l'Est – est menacée par un «nazi» (selon Mike Mohring de la CDU peu de jours avant les élections parlementaires de Thuringe au sujet du premier candidat de l'AfD [Alternative pour l'Allemagne] Björn Höcke) ou un «fasciste» (qualification utilisée à l'unisson le soir des élections par les représentants des Verts envers M. Höcke).

Aucune preuve convaincante pour de tels jugements n'est connue, et ceux choisissant de telles désignations ignorent apparemment ce que le national-socialisme signifiait réellement pour l'Allemagne et le monde ou ce que le fascisme était et est réellement. Mais ce n'est probablement pas ce qui tarade ces politiciens. Ils savent que les tribunaux¹ et les médias grand public les couvrent. Et ils espèrent avoir un effet sur l'opinion publique.

Cependant, le 27 octobre, malgré les innombrables cas de caractérisations de ce genre, 23,7% des électeurs de Thuringe ont soutenu l'AfD et son principal candidat. Le 1^{er} septembre, lors des élections parlementaires en Saxe et en Brandebourg respectivement 27,5% et 23,5% des électeurs ont voté en faveur du parti, étant depuis longtemps déjà

catalogué d'«extrême-droite», de «fasciste» et de «national-socialiste». Après les élections en Thuringe, plusieurs commentateurs ont peint au mur un scénario ressemblant à la phase finale de la République de Weimar, lorsque les communistes (KPD) et les nazis (NSDAP) détenaient ensemble la majorité des sièges au Reichstag – comme actuellement la gauche (die Linke) et l'AfD dans le nouveau Parlement thuringien. En même temps, la CDU est invitée à abandonner ses réserves à l'égard de la gauche thuringienne – qui est soi-disant une gauche spéciale – et à former une coalition avec ce parti. Le débat public en Allemagne a perdu beaucoup de sa logique.

Déclin de la culture politique

En Allemagne orientale, il est peu probable que la part des voix obtenue par l'AfD diminuera suite à la diabolisation de ce parti. Mais la campagne contre l'AfD continue à empoisonner l'ambiance politique dans toute l'Allemagne, aggrave les clivages au sein du pays et diminue encore davantage la crédibilité des politiciens. Le fait qu'aujourd'hui, une majorité des Allemands soient d'avis qu'on ne peut plus dire ouvertement ce qu'on pense sur certains sujets politiques est un signal alarmant et également le résultat de la campagne contre l'AfD.

Le 31 octobre, un parlementaire de la CDU de Thuringe a accordé une interview à *Deutschlandfunk*. Ce député est Allemand de l'Est et ne s'est pas limité à plaider pour la coopération entre la CDU et la gauche. Il a également commenté les électeurs de l'AfD: «Après la chute du mur, la CDU atteignait ici parfois 70% des voix, et une bonne partie de ceux qui votent aujourd'hui AfD étaient auparavant membres de la CDU conservatrice. C'est totalement absurde de dire que ce sont tous des radicaux. Ce sont des gens voulant obtenir davantage de clarté et de vérité dans les questions politiques qui les concernent dans leur vie quotidienne. Je pense qu'ils parlent souvent comme moi.» De telles voix font exception.

Quels sont les réels enjeux?

Les responsables des campagnes politiques ne jouent pas cartes sur table. On attaque l'AfD – possiblement créée spécifiquement pour cette raison –, tout en empêchant les alternatives à la politique dominante, visant à la liberté et l'égalité des personnes et des peuples, donc à la paix. Et que défend la politique dominante? Elle est de facto hostile à la liberté, au droit et à la souveraineté, nie l'importance de l'identité culturelle grandie historiquement et vénère des idéologies et des intérêts mondialistes.

De nombreuses personnes, notamment en Allemagne orientale, sont d'avis que la façon dont on traite publiquement l'AfD n'a rien à voir avec le parti, dont ils connaissent les membres locaux. 30 ans après la chute du mur, ils s'identifient aux Allemands de l'Est d'il y a 30 ans. Ils utilisent également leurs bulletins de vote pour se défendre contre une politique n'ayant, à leur avis, rien à voir avec la démocratie, mais beaucoup avec le totalitarisme. Se rendent-ils compte qu'ils ne sont aujourd'hui que le jouet de certains processus de transformation plus vastes? Il y a 30 ans, ils ne pouvaient pas s'en rendre compte. Peu de gens savaient à l'époque quelle était la stratégie globale planifiée dans les «Think Tanks» américains, décrite aux Etats-Unis peu après 1990 par les termes «Fin de l'histoire», «Nouvel ordre mondial» et «Unique puissance au monde». Aujourd'hui, il faudrait discuter du lien existant entre la fin de la RDA et les protestations courageuses de ses citoyens d'alors. – Mais également du fait que le monde entier n'acceptera pas une seconde «Fin de l'histoire». •

¹ De nombreux tribunaux allemands ne considèrent pas ces désignations comme des revendications factuelles, mais comme des jugements de valeur recevables et non exécutoires, dans le cadre d'une liberté d'expression définie très largement.

«Luttes ciblées en vue d'acquérir ...»

suite de la page 1

Hong Kong a les loyers les plus élevés au monde, avec un fossé grandissant entre les riches et les pauvres et un taux de pauvreté de 20%. En Chine, cependant, le taux de pauvreté a baissé de 88% en 1981 à 0,7% en 2015, selon la Banque mondiale.

Hong Kong dans le contexte chinois

Dans «Neoliberalism Has Met Its Match in China» [Le néolibéralisme a trouvé son pareil en Chine], Ellen Brown a écrit que le gouvernement chinois possède 80% des banques qui accordent des prêts avantageux aux entreprises et subventionnent le coût de la main-d'œuvre. Les Etats-Unis considèrent les subventions de l'économie chinoise comme un avantage commercial injuste, alors que la Chine considère que la croissance planifiée à long terme est plus intelligente que les profits à court terme des actionnaires.

Le modèle chinois de capitalisme contrôlé par l'Etat (certains l'appellent une forme de socialisme) a permis à 800 millions de personnes de sortir de la pauvreté et de constituer

une classe moyenne de plus de 420 millions d'individus, passant de 4% en 2002 à 31%. Les douze plus grandes entreprises chinoises sont, selon le magazine *Fortune 500*, toutes détenues et subventionnées par l'Etat, on y compte notamment le pétrole, l'énergie solaire, les télécommunications, l'ingénierie, les entreprises de construction, les banques et l'industrie automobile. Selon la CIA, le FMI et la Banque mondiale, la Chine a la deuxième plus grand PIB et la plus grande économie basée sur le PIB, à parité de pouvoir d'achat.

La Chine a des problèmes importants. Il y a chaque année des milliers de manifestations, de grèves et d'actions syndicales réelles, de sérieux défis environnementaux, des inégalités et un contrôle social suite à l'utilisation des technologies de surveillance. La manière dont la Chine répondra à ces défis est un test de sa gouvernance.

La Chine se décrit comme ayant une démocratie hors partis. Les huit autres «partis démocratiques» autorisés à participer au système politique, coopèrent avec le Parti communiste, sans le concurrencer. Il y a aussi des élections locales pour des candidats s'occupant de problèmes fondamentaux.

La Chine considère la démocratie et l'économie occidentales comme erronées et n'essaie pas de les imiter, elle préfère créer son propre système.

La Chine est dirigée par des ingénieurs et des scientifiques, et non par des avocats et des hommes d'affaires. Elle aborde les décisions politiques par la recherche et l'expérimentation. Chaque ville et chaque district est impliqué dans une sorte d'expérimentation comprenant des zones de libre-échange, de réduction de la pauvreté et de réforme de la formation. «Il y a des écoles pilotes, des villes pilotes, des hôpitaux pilotes, des marchés pilotes, des pilotes pour tout ce qui se passe sous le soleil, la Chine toute entière est en réalité un vaste Portfolio d'expérimentations, avec des maires et des gouverneurs de province comme chercheurs principaux.» Dans ce système, Hong Kong pourrait être considéré comme une expérimentation pour le capitalisme néolibéral.

Le Parti communiste sait que pour conserver son pouvoir, il doit lutter contre les inégalités et orienter l'économie vers un modèle plus efficace et plus écologique. Pékin s'est donné jusqu'à l'année 2050 pour devenir une «société socialiste» et, pour y arriver, on tente

d'apporter des améliorations notamment dans les domaines du social, du travail et de l'environnement.

Où se situe Hong Kong dans ces projets à long terme? L'année 2047 étant la fin de l'accord, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et les autres puissances occidentales s'emploient à préserver leur dystopie capitaliste à Hong Kong et à dégrader un consensus en vue d'un conflit à long terme avec la Chine. Les manifestations anti-Hong Kong inspirées et attisées par la NED font partie de ce processus à long terme.

La manière dont ce conflit des systèmes économiques et politiques évoluera dépend de la capacité de la Chine à affronter ses contradictions, de la capacité des habitants de Hong Kong à traiter leurs problèmes à la source et de la capacité de l'empire américain à maintenir sa dominance monétaire, politique et militaire. Les conflits actuels à Hong Kong ont leurs racines dans toutes ces réalités. •

Source: <https://www.nationofchange.org/2019/08/19/hong-kong-in-the-crosshairs-of-global-power-and-ideological-struggles/> du 19/8/19

(Traduction Alexandre Moumbaris pour le Saker Francophone, révision par Horizons et débats)

Le syndicat de la finance veut assécher les caisses d'épargne

par Eberhard Hamer, professeur ès sciences économiques



Eberhard Hamer
(photo mad)

Il existe dans le monde des modèles d'organisation de notre système financier se distinguant radicalement les uns des autres:

L'argent respectif est mis en circulation par les banques centrales, qui doivent contrôler et sécuriser la monnaie. Dans la

zone anglo-saxonne (Etats-Unis et Royaume-Uni entre autres), les banques centrales sont des banques privées, de sorte que leurs propriétaires contrôlent en fin de compte la monnaie et la masse monétaire via la banque centrale. En d'autres termes, ils peuvent augmenter (imprimer) ou diminuer (crash) l'argent à volonté pour leur propre usage. Dans la City de Londres, par exemple, le syndicat anglo-saxon de la finance a créé un petit Etat souverain qui est certes subordonné à la reine, mais non au gouvernement britannique, ni au système fiscal anglais. Au Royaume-Uni, 90% des dépôts bancaires sont détenus par cinq grandes banques seulement, qui représentent donc à elles seules la quasi-totalité du système bancaire. Aux Etats-Unis, une douzaine de grandes banques dominent également le paysage bancaire. Elles tirent leurs bénéfices principalement d'opérations spéculatives et d'investissement (dérivés, participations, entrées en bourse, transactions financières, prêts spéculatifs), mais aussi de prêts immobiliers et d'obligations de sociétés et d'Etats. Les grandes banques sont simultanément propriétaires de la banque centrale mais appartiennent à un syndicat de la finance composé d'une poignée de familles.

Les systèmes bancaires allemand, autrichien et suisse, en revanche, sont dominés par de petites banques locales – en Allemagne, 1050 banques populaires et 450 caisses d'épargne représentent 70% de toutes les banques – qui ne prêtent pas de l'argent nouvellement créé par leur syndicat, mais rassemblent l'argent de leurs clients et le prêtent à la classe moyenne et aux ménages moyennant un taux d'intérêt. Contrairement aux profits spéculatifs sur lesquels se basent les grandes banques, nos petites banques locales vivent donc de la différence de taux d'intérêt entre les dépôts et les prêts.

Cela se reflète dans le risque des deux systèmes bancaires. Alors que le risque des banques spéculatives réside dans leurs transactions à risque, dans les risques importants de leurs obligations d'entreprises ou dans la solvabilité de leurs pays débiteurs, le risque des banques locales est non seulement largement réparti, mais aussi limité aux risques individuels de leurs divers emprunteurs. Alors que les grandes banques sont donc les «banques de la grande économie» ou de la

spéculation internationale et des prêts au secteur public, les petites banques locales restent limitées à leurs clients régionaux de taille moyenne [par exemple les PME, ndt].

Les grandes banques ne s'intéressent pas aux entreprises de taille moyenne; elles veulent accorder des prêts importants à l'échelle mondiale et effectuer des transactions financières importantes. Les coopératives bancaires et les caisses d'épargne, quant à elles, sont régionales, petites et s'intéressent donc aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux clients privés de leur région. Elles doivent vivre de cette classe moyenne, dont elles sont le partenaire originel.

Il y a environ 100 ans, un paysage florissant de petites banques de crédit régionales existait aussi aux Etats-Unis. La plupart d'entre elles ont aujourd'hui disparu sous la pression en faveur de la concentration et en raison de la manipulation monétaire des grandes banques. La condensation du syndicat de la finance a mené à l'expansion de sa domination financière sur l'ensemble du pays.

Lors de la création de l'UE, le syndicat anglo-saxon de la finance a joué le rôle de parrain, notamment en occupant les postes centraux (de *Goldman Sachs*: *Macron*, *Draghi*, *Lagarde*; ainsi que tous les présidents de l'UE et la plupart des dirigeants des banques centrales). L'auteur de cet article avait prévenu presque chaque année que le syndicat de la finance veut aussi laminier les petites banques en Europe et obtenir une concentration en faveur des grandes banques comme cela a lieu aux Etats-Unis. Au-delà de la volonté d'abolir les Etats-nations en vertu du Traité de Lisbonne et de la volonté de l'ancienne et de la nouvelle Commission européenne, s'inscrit le dessein de concentrer la monnaie et les finances dans le cadre d'une union en matière de responsabilité, de dette et de finance au sein de l'UE. A cette fin, le syndicat veut détruire les petites banques locales (*Draghi*: «Surcapacités du secteur bancaire dans la zone euro», «le nombre des banques doit être réduit» [21/7/16]).

Cette politique de destruction des petites et moyennes banques est poursuivie au moyen de trois mesures:

1. En supprimant les intérêts, afin que les caisses d'épargne et les banques populaires, vivant du différentiel de taux d'intérêt, ne puissent plus accorder d'intérêts à leurs clients et puissent à peine percevoir des intérêts sur leurs crédits. Cette mesure vise à détruire l'activité de prêt à intérêt, base vitale des petites et moyennes banques.
2. Mais parallèlement, les transactions spéculatives effectuées par les grandes banques détenues par le syndicat sont garanties en cas de pertes par les banques de l'UE et les mécanismes de sauvetage des pays membres, donc garanties aux frais des citoyens.

3. Une certaine «union bancaire» souhaiterait forcer toutes les banques à fusionner, de sorte qu'il ne reste plus que quelques grandes banques par pays. Les petites banques en bonne santé seraient particulièrement sollicitées en devant garantir avec leurs fonds communs existants les pertes spéculatives des grandes banques.

4. A cette fin, la BCE et la Commission européenne ont à tel point renforcé les exigences en matière de surveillance des banques que les petites et moyennes banques en souffrent particulièrement, parce qu'elles doivent satisfaire aux mêmes exigences et remplir les mêmes formulaires que les grandes banques internationales.

En outre, la «réglementation Bâle III/IV» a renforcé de manière décisive l'octroi de crédits aux caisses d'épargne, de sorte qu'elles ne doivent plus déposer seulement 8,1% mais 10,5% de fonds propres pour un crédit PME, ce qui exclut économiquement la plupart de ces crédits. A cela s'ajoute que les exigences en matière de prêts sont formulées d'une manière hostile aux PME: la base d'un crédit n'étant que la valeur réelle, c'est-à-dire le capital réel sous-jacent. La base du succès des moyennes entreprises personnelles réside toutefois dans la personne de l'entrepreneur, et leur crédit est donc celui de leur personnel. Cet aspect de la réussite, qui est décisif pour les petites et moyennes entreprises, ne peut aujourd'hui presque plus être pris en compte par les petites et moyennes banques.

Ainsi, des conditions, réglementations et obstacles hostiles au PME ont torpillé les solides activités de prêt à intérêt de nos banques populaires et caisses d'épargne, en place depuis 200 ans, et ces banques se retrouvent maintenant toutes dos au mur, et certaines sont menacées de disparition.

Le gouvernement fédéral allemand ne semble pas s'intéresser à cela. Il a accepté toutes les chicanes contre les petites et moyennes banques ou est tellement sous l'influence du syndicat de la finance qu'il n'a pas osé le contredire. On ne pouvait pas s'attendre à une protestation de la part d'autres pays de l'UE parce qu'ils n'ont pas la culture typiquement allemande des coopératives bancaires et des caisses d'épargne (à l'exception de l'Autriche).

Quiconque traite avec les banques populaires connaît l'urgence qui y prévaut aujourd'hui. Ajoutons que le *Mittelstandsinstitut Niedersachsen*, qui analyse la situation des PME, souligne qu'un déclin, voire la disparition des banques à succursales et des banques locales aurait un effet plus désastreux sur l'économie allemande que sur celle de tous les autres pays, car 94% de nos entreprises sont des PME, dont la survie dépend à leur tour du financement de leurs banques locales (coopératives bancaires, caisses d'épargne). Chaque recul de ces importantes banques affecte également le financement de

la classe moyenne, sape son existence, parce que, contrairement à *Ludwig Erhard*, la politique empêche par une imposition maximale l'autofinancement des entreprises au moyen de leurs bénéfices, et que les entreprises dépendent par conséquent du crédit extérieur. Toutefois, si même l'obtention de crédits extérieurs devient maintenant impossible, cela n'engendrera pas seulement la disparition des banques locales mais aussi de la classe moyenne en Allemagne. Et si celle-ci diminue, le pilier central de notre économie se brise, soutenant actuellement la moitié de notre produit national, les deux tiers de nos impôts et charges sociales et les trois quarts des emplois dans notre économie.

Si au sein de l'union bancaire, le syndicat international de la finance obtient le contrôle de toutes les banques en Europe, il imposera aussi chez nous sa structure bancaire internationale tout à fait différente et ne se contentera pas de tromper les épargnants allemands sur 360 milliards d'intérêts, comme il le fait actuellement, mais il utilisera également le taux d'intérêt zéro pour torpiller les moyens de subsistance de nos petites et moyennes banques, et par conséquent les moyens de financement de notre classe moyenne. Car sans écart de taux d'intérêt entre les recettes et les dépenses, il devient impossible d'accorder des prêts à ses clients de la classe moyenne. Et si les coopératives bancaires locales et les caisses d'épargne ne sont plus en mesure d'accorder des prêts personnels, les PME ne peuvent plus croître, ne peuvent plus se financer, ne peuvent plus créer d'emplois et, dans de nombreux cas, ne peuvent plus survivre.

Dans le grand jeu de l'argent, du crédit, de l'endettement et de la spéculation, les jongleurs financiers du syndicat anglo-saxon de la finance détruisent délibérément les petites et moyennes banques au profit des grandes banques, dont les risques et les dettes sont même pris en charge en cas de faillite.

Ce n'est pas pour rien que le syndicat de la finance a empêché *Weidmann*, le solide président allemand de la Bundesbank, de prendre la tête de la BCE, lui préférant *Lagarde*, servante de *Goldman Sachs*, ayant promis un financement public illimité, un taux d'intérêt à zéro et des mesures de centralisation.

Nous autres scientifiques et chercheurs dans le domaine de la finance ne pouvons qu'émettre des appels. Malheureusement, les politiciens ne sont pas personnellement responsables des erreurs. Mais comme il y a un danger imminent pour la majorité de nos entreprises, pour l'emploi et pour le bien-être de notre Etat, notre appel devrait aussi pouvoir s'adresser à la majorité de notre population. C'est une question de journalisme: que les gens comprennent, voient et protestent contre le danger. Le danger pourrait être écarté si la politique se voyait imposer un correctif amené par les électeurs!

(Traduction *Horizons et débats*)

Continuer à créer toujours plus d'argent pour la Bourse?

«Si l'argent est créé par les banques, la question suivante est de savoir combien d'argent est créé et dans quel but il est utilisé. L'utilisation définit l'effet qu'aura cette production d'argent par les banques. Si l'argent frais est utilisé pour la consommation – c'est-à-dire si les banques accordent des crédits à la consommation –, il y aura bien sûr une inflation des prix à la consommation. Cela est facile à comprendre et bien connu, car si vous créez de l'argent frais et l'utilisez pour acheter la même quantité de biens et de services, cette augmentation de la demande entraînera une hausse des prix. Ce fait est bien connu et c'est la raison pour laquelle, depuis les années 1970, de nombreux pays tentent de limiter ce problème, car les banques centrales y prêtent davantage d'attention.

Mais ce à quoi ils ne semblent pas prêter attention, ou du moins ce qu'ils aiment c'est encourager les banques à faire appel à des crédits et donc à la création d'argent pour entreprendre des transactions financières. Ainsi, on crée du nouveau pouvoir d'achat par la création de crédit, qui est utilisé spécifiquement pour acheter des actifs existants. C'est dans de nombreux pays

l'utilisation la plus courante de la monnaie bancaire nouvellement créée, comme par exemple en Grande-Bretagne. Maintenant que nous avons davantage de pouvoir d'achat pour acheter des actifs, tels que de l'immobilier et des titres financiers, mais que le nombre d'actifs est inchangé à court terme, nous devons évidemment, en conséquence, nous attendre à une inflation des actifs. Cela mène à une bulle, qui continue à grossir tant que les banques continuent d'injecter de l'argent frais dans la spéculation financière par le biais de prêts. Cela ressemble un peu au jeu de la chaise musicale. La musique joue, on tourne autour d'une rangée de chaises. Tant que la musique joue (c'est-à-dire que la création de crédit fonctionne), il faut continuer à marcher – ou à «danser», selon le patron de *Citigroup* –, c'est-à-dire à investir sur les marchés financiers. Et tant que tout le monde continue à danser autour des chaises, on ne remarque pas qu'il n'y a pas assez de chaises au moment où la musique cessera de jouer. C'est pourquoi *Chuck Prince* de *Citigroup* a déclaré: «La musique joue, et nous dansons encore». Mais quand la musique s'arrêtera et qu'on voudra s'as-

seoir, il n'y aura plus guère de chaises libres. Les initiés auront déjà pris place sur la plupart des chaises, et toutes seront occupées. Cela signifie que les spéculateurs qui sont entrés tardivement dans ce jeu de spéculation ne recevront pas les gains attendus. Car lorsque la musique cesse, cela signifie que la création de crédit bancaire pour les achats spéculatifs n'a plus lieu. Mais c'est précisément à cause de cette production de crédits bancaires que les actifs ont augmenté jusqu'à présent. Il n'y aura donc plus de hausse des cours boursiers et des prix de l'immobilier, comme actuellement en Allemagne, mais ils baisseront. Les spéculateurs arrivés en derniers ne pourront plus rembourser leurs prêts et feront faillite. Puis, les banques accorderont encore moins de prêts et les actifs continuent de baisser, menant à davantage de faillites.

Les banques elles-mêmes tomberont rapidement en faillite, car elles n'ont que peu de capitaux propres dans leurs bilans – généralement moins de 10%. Dans une bulle financière alimentée par la création de crédits bancaires (ce qui est le cas pour la plupart des bulles financières), les actifs sont généralement gonflés de plusieurs

centaines de pourcents. Si à ce sommet les actifs ne baissent que de 10%, les banques possédant tous ces crédits tombent en principe en faillite. Vous voyez donc que cela pourra se produire assez rapidement...»

Source: *Werner, Richard*. «Gefahr im Anzug – Die Gegner des Genossenschaftswesens und ihre Vorgehensweise», cf. brochure ci-dessous, Editions *Zeit-Fragen* 2019, p. 20–44.
(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-909234-24-0

Changement climatique – pas de panique!

par Christian Fischer, Dr. ing.

Voilà déjà des années que, dans tout l'espace germanophone, on aspire à la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables et qu'on la met en pratique. Donc, on accomplit quelque chose de concret. Toutefois, nous assistons depuis quelques temps à l'essor de mouvements politiques tels que «Fridays for future» ou plus récemment, «Extinction rebellion» dressant le tableau de l'imminence de la fin du monde, ce qui rend pratiquement inutile de se rendre à l'école puisqu'il n'y a pas d'avenir pour la jeunesse d'aujourd'hui sans un retournement de situation radical.

Ces campagnes d'opinion sont basées sur des connaissances et des informations répandues depuis fort longtemps mais aussi sur des erreurs et des polémiques – introduites à l'origine par le mouvement politique des Verts – mais qui sont à présent indifféremment appréciées à titre de consensus par la plupart des groupements politiques. Cet article tente quelque peu de séparer le bon grain de l'ivraie et de différencier les connaissances avérées des problèmes en suspens afin de substituer une véritable réflexion aux crises de panique.

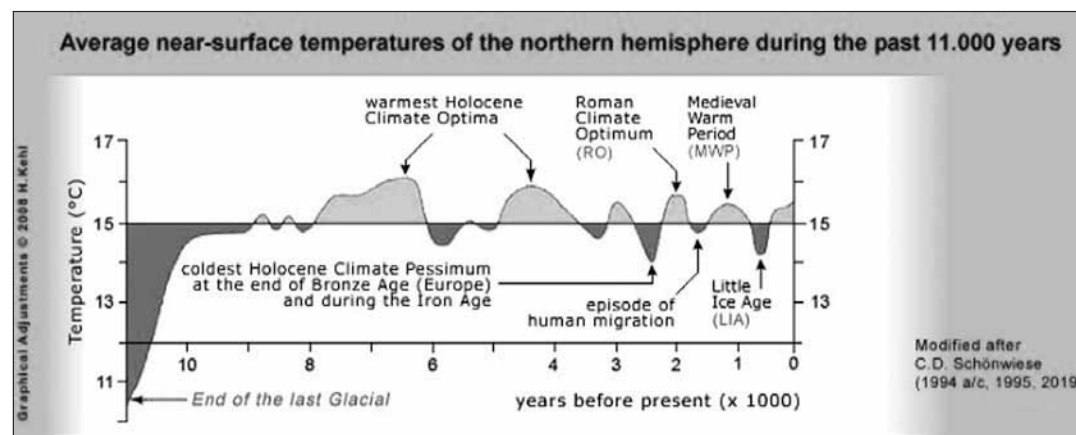
Le dioxyde de carbone CO₂ est un «gaz à effet de serre» – tout comme il existe aussi d'autres gaz à effet de serre: méthane CH₄, protoxyde d'azote N₂O, hexafluorure de soufre SF₆, vapeur d'eau H₂O. Notre Terre leur doit la vie, car sans la présence de ces gaz dans l'atmosphère, la température moyenne mondiale serait aujourd'hui de -18°C au lieu de +15°C. Le CO₂ est considéré comme le plus important des gaz thermoactifs après la vapeur d'eau et comme le seul d'entre eux qui – avec le CH₄ – puisse être influencé de manière significative par l'homme. Ernst Pauli décrit par exemple clairement dans son article «Le contexte du problème du réchauffement climatique» le fonctionnement physique de cette «serre».¹

Bien sûr, notre atmosphère n'est pas une «serre» fermée; ce terme n'est qu'une image fonctionnant par analogie et qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre. La question n'est pas de savoir si ces gaz contribuent au réchauffement, mais quelle est leur contribution? Et dans quelle proportion celle-ci est-elle anthropogénique (= imputable à l'homme) et donc influençable? Quelles sont les autres influences agissant sur l'évolution de la température et quel rôle jouent-elles? Et où en sont exactement nos connaissances sur leur origine? Il ne sera pas apporté ici de réponse exhaustive à ces questions mais elles seront examinées de façon à fournir au débat un fondement objectif.

D'où proviennent nos conclusions? A quel point sont-elles fiables?

Les données recueillies sur les températures et les concentrations de gaz dans l'atmosphère varient considérablement d'une époque à l'autre. Depuis environ 70 ans, il existe dans le monde entier des stations de mesure qui nous fournissent des données actuelles plus complètes et précises que nous n'en possédons pour aucune autre époque de l'histoire de la Terre. Il existe des mesures de température basiques remontant au XIX^e siècle; pour les époques précédentes, on a des récits historiques, des tableaux et d'autres documents, notamment les anneaux de croissance des arbres nous donnant des indications sur les variations de température de façon ininterrompue et pouvant remonter jusqu'à il y a environ 12000 ans. Pour le dernier demi-million d'années, nous nous appuyons sur des carottes de glace dans lesquelles a été stockée la composition de l'air des siècles précédents, et pour des époques encore plus reculées, sur l'analyse des sédiments géologiques. Dans l'article d'Ernst Pauli «Le contexte du problème du réchauffement climatique», ces sources de données sont décrites de façon plus détaillée.

En ce qui concerne les données relatives aux périodes antérieures, il faut tenir compte du fait qu'elles ne sont en rien comparables à la précision des données actuelles. Dans le cas précis des carottes de glace, elles peuvent présenter des impuretés; elles ne permettent d'établir des assertions que dans des limites déterminées et, surtout, elles ne portent pas sur un réseau mondial comme le font les données actuelles. En outre, à proximité de l'équateur, il est impossible de prélever de



Écarts de la température moyenne de 15 degrés à la surface de l'hémisphère nord pendant les 11 000 dernières années. (Source de l'infographie, cf. note de bas de page n° 2)

carottes de glace ... Ceux qui prétendent qu'il n'y a jamais eu de hausse aussi forte de la température qu'aujourd'hui, ou bien qu'il n'y a jamais eu une telle teneur en CO₂ dans l'air ne méritent donc que notre méfiance.

En effet, en dépit de la prudence requise touchant à l'utilisation de données plus anciennes, nous savons qu'il y a eu des écarts de température nettement plus brutaux qu'aujourd'hui, surtout à la fin des périodes glaciaires. Par exemple, à la fin de la dernière période glaciaire, il y a 12000 ans, il y a eu une augmentation de la température estimée à 10 degrés sur un siècle.² Même s'il est possible (incertitude des données!) que cet intermède ait duré deux siècles, comparé à cette courbe de température en «crosse de hockey» la nôtre correspond tout au plus à une courbe en «louche».

CO₂ et température – Corrélation? Causalité?

Selon différentes sources, le lien entre l'augmentation du CO₂ et l'augmentation consécutive de la température n'est pas aussi claire que le prétend le courant dominant concernant le climat. Les courbes sont certes parallèles et linéaires dans les grandes lignes mais pas dans le détail. Afin de représenter la linéarité «politiquement correcte», les statistiques ont déjà été modifiées afin de présenter au public une image «réelle».³ C'est ainsi que la part de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de manière très linéaire depuis 1950 à nos jours, mais la variation des températures a connu de plus en plus de hauts et de bas. Il doit donc y avoir (aussi) d'autres influences. On a également procédé à des observations sur de longues périodes, selon lesquelles l'augmentation du CO₂ se calque sur la hausse de la température à plus longue échéance, et ne la précède pas! On a observé un décalage de plusieurs centaines d'années,⁴ ce qui est lié entre autres, à la capacité de stockage des océans: en se refroidissant l'eau stocke du CO₂ et de l'eau plus chaude s'en libère. L'inertie thermique des océans peut avoir pour effet un lent réchauffement des océans qui libèrent alors le CO₂ stocké quelques centaines d'années plus tôt. De ce point de vue, on ne peut donc pas expliquer le réchauffement par le CO₂. A l'heure actuelle, les océans absorbent encore du CO₂, leur température est donc encore suffisamment fraîche! On ne comprend pas encore entièrement ces corrélations, mais il existe au moins des doutes quant à la mesure dans laquelle une augmentation de CO₂ provoque l'augmentation de la température – ou bien qu'elle en résulte (également?)!

On cite volontiers les 140 dernières années, durant lesquelles le taux de CO₂ et la température ont rapidement augmenté. Au cours de cette période, le CO₂ a effectivement augmenté, et cela de manière continue. Dans le même temps, la température n'a augmenté que de 1,5 degré en moyenne, mais de manière très discontinue.³ En outre, il y a eu en 1883 une énorme éruption volcanique en Indonésie (le volcan Krakatau) ayant provoqué une chute de la température à l'échelle mondiale. C'est donc un bon point de départ, si l'on veut faire la preuve d'une forte augmentation – sans en citer les causes!

En fait, depuis le XII^e siècle – époque à considérer très certainement comme «préindustrielle» – jusqu'à nos jours, la température n'a pratiquement pas augmenté. Ou alors, rappelons nous l'époque à laquelle «Ötzi» a traversé les Alpes – alors plus tempérées – pour ensuite se retrouver bien plus tard enterré sous des glaciers qui n'existaient

pas auparavant et qui l'ont libéré quelques millénaires plus tard. En 4000 avant JC on ne trouvait pas de glaciers à cet endroit, là où aujourd'hui se produit leur fonte.

Autres causes possibles?

Selon l'avis général, la teneur en CO₂ dans l'atmosphère est passée de 0,028% en période préindustrielle à un peu plus de 0,04% aujourd'hui, dont, selon diverses estimations, environ 1 à 4% sont anthropogéniques (d'origine humaine). Nous savons donc qu'environ chaque 200 000^e ou au maximum 50'000^e molécule d'air est une molécule de CO₂ d'origine humaine. Il s'agit simplement d'illustrer l'ordre de grandeur dont nous parlons, ou plutôt dont nous ne parlons malheureusement pas, la plupart du temps.

Klaus-Eckart Puls⁵ a indiqué que les documents de base du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) reconnaissent scientifiquement que l'effet thermique des molécules de CO₂ ne serait pas une propriété constante, mais qu'il diminuerait avec la quantité de molécules dans l'atmosphère. On relève déjà une très forte «saturation» à partir de 200 ppm [partie par million], après quoi les effets du rayonnement à ondes longues, c'est-à-dire le réchauffement, diminuent rapidement. Cet effet n'est donc guère différent dans la concentration actuelle de ce qu'il était dans la concentration à l'ère préindustrielle. Selon une autre source,⁶ cela est principe confirmé, quoiqu'un peu relativisé. Toutefois, nous ne savons pas si ces résultats sont pris en compte dans les calculs de simulation et de quelle façon ils le sont.

Quoi qu'il en soit, le GIEC a dû trouver encore un autre facteur pour expliquer les actuels effets néfastes du CO₂ sur le climat et l'a trouvé dans la vapeur d'eau. Lorsque celle-ci augmente, l'effet de rayonnement des molécules de CO₂ fonctionne – selon les essais en laboratoire et les modèles de simulation – même en cas de concentration plus élevée. Toutefois, l'augmentation «nécessaire» de la vapeur d'eau dans l'atmosphère ne se produit «malheureusement» pas. Cela a été démontré par de nombreuses données mesurées dans le monde entier et elles peuvent être consultées dans les documents du GIEC lui-même ainsi que dans les documents des Instituts Max Planck.⁵ Cette lacune n'apparaît cependant pas dans les recommandations politiques du GIEC. Il n'en reste pas moins que la thèse d'une nouvelle augmentation de la température résultant d'une nouvelle augmentation du taux de CO₂ manque là d'un argument important (mais passé sous silence).

D'autres chercheurs soulignent l'influence du soleil sur l'évolution de la température, ce qui ne constitue nullement une grandeur constante. Il n'y a pas que le cycle – de 11 ans – des taches solaires bien documentées, qui entraîne des variations plus ou moins régulières des conditions météorologiques. Il y a aussi des cycles plus importants à mesurer sur des siècles et des millénaires.⁷ Cela s'explique par des «irrégularités régulières» à long terme de l'orbite de la Terre autour du Soleil, donc les Cycles de Milankovitch auxquelles s'est également référé Ernst Pauli. Elles expliquent en partie les périodes glaciaires, qui sont au nombre d'une bonne demi-douzaine au cours du dernier million d'années, toujours séparées par des périodes interglaciaires.

L'activité solaire a toujours précédé l'augmentation de la température et celle du CO₂. Ces influences astronomiques ont des effets plus importants que les compositions de

molécules atmosphériques en pour mille. Or, ceux qui de nos jours rendent attentifs au rôle du soleil et à ses fluctuations dans le contexte du débat sur le climat se voient rapidement discriminés au sein du monde scientifique.⁸

Force est de constater que l'augmentation progressive de la courbe de CO₂ au cours du siècle dernier ne peut expliquer intégralement, ni même fournir l'explication principale de l'augmentation relativement modérée de la température au cours des derniers siècles. La seule chose que l'on peut tenir pour certaine est qu'aujourd'hui on n'appréhende pas encore suffisamment l'interaction des gaz à effet de serre (et pas seulement du CO₂), de la formation de nuages, de la capacité de stockage des mers, des influences solaires, etc.

«Fake news» et propagande

Les alarmistes climatiques qui, représentés par Greta Thunberg, réclament à grands cris davantage de panique, nous racontent d'autres histoires. Sur la page d'accueil de Greenpeace, par exemple, on peut littéralement lire: «Pendant des millions d'années, le climat de la Terre était équilibré. Il menace maintenant de basculer en raison de l'intervention de l'homme.»⁹ Aha. Greenpeace s'en tient probablement là au niveau préindustriel des connaissances, quand on croyait encore en un monde construit de façon immuable. Ces activistes ne savent-ils pas qu'au cours du dernier million d'années, il y a eu des glaciers d'une épaisseur d'un kilomètre et plus, et des périodes interglaciaires parfois plus chaudes qu'actuellement, par exemple à Hambourg, là où Greenpeace a son siège? S'il s'agissait là d'un «équilibre climatique», on ne pourrait distinguer les fluctuations actuelles pas même au microscope. C'est là qu'apparaissent les véritables négationnistes du changement climatique, un changement climatique qui a toujours été indépendant de l'homme.

Ces bêtises diffusées auprès du public sont, malheureusement, chez ceux qui proclament l'urgence climatique, un genre de «connaissance» générale: la nature stable est perturbée par l'homme – c'est le refrain omniprésent. En réalité, ce n'est pas seulement un manque de connaissances, c'est de l'ignorance active. Toute personne émettant des réserves à l'égard de ces déclarations «politiquement correcte» est systématiquement harcelée et discriminée dans nos contrées occidentales.

Mais pourquoi? Sans plus approfondir, je dirais simplement ceci: l'exigence d'une politique de lutte contre l'urgence climatique est logiquement une question transfrontalière. On ne peut pas limiter les mesures à prendre au niveau national, mais il faudrait à tout le moins les étendre au niveau continental, voire au niveau mondial. Cela exige des pouvoirs politiques centraux ne devant, dans la mesure du possible, pas tenir compte des frontières et des souverainetés nationales. Est-ce une coïncidence que ces mêmes protagonistes du CO₂ pratiquent ce même programme dans d'autres domaines politiques? Point n'est besoin de faire appel à quelqu'un du genre de Rudolf Bahro qui, il y a déjà 40 ans – lorsque l'urgence en matière de CO₂ n'était pas à l'ordre du jour – avait réclamé un «dictateur vert». Il suffit d'observer l'actuel courant dominant politique, dirigé par les Verts et la gauche, mais auquel ont entretemps adhéré la plupart des courants politiques, pour y voir des parallélismes. La dissolution des souverainetés nationales en vue de construire une Union européenne en rien démocratique¹⁰ est aujourd'hui considérée comme une évidence sans alternative, tout comme la propagande en matière de CO₂. Les opposants au courant dominant centralisateur sont également très souvent discriminés, la plupart du temps avec les mêmes slogans. La massue du fascisme reste toujours à portée de main.

La politique de centralisation de l'UE a certainement des objectifs différents de ceux souhaités par les honnêtes défenseurs du climat, mais le mot d'ordre «populiste» (sic!) «Abolissons les frontières» crée un large consensus, en particulier parmi les jeunes. On lance un «scénario» avec lequel on

«Changement climatique – ...»

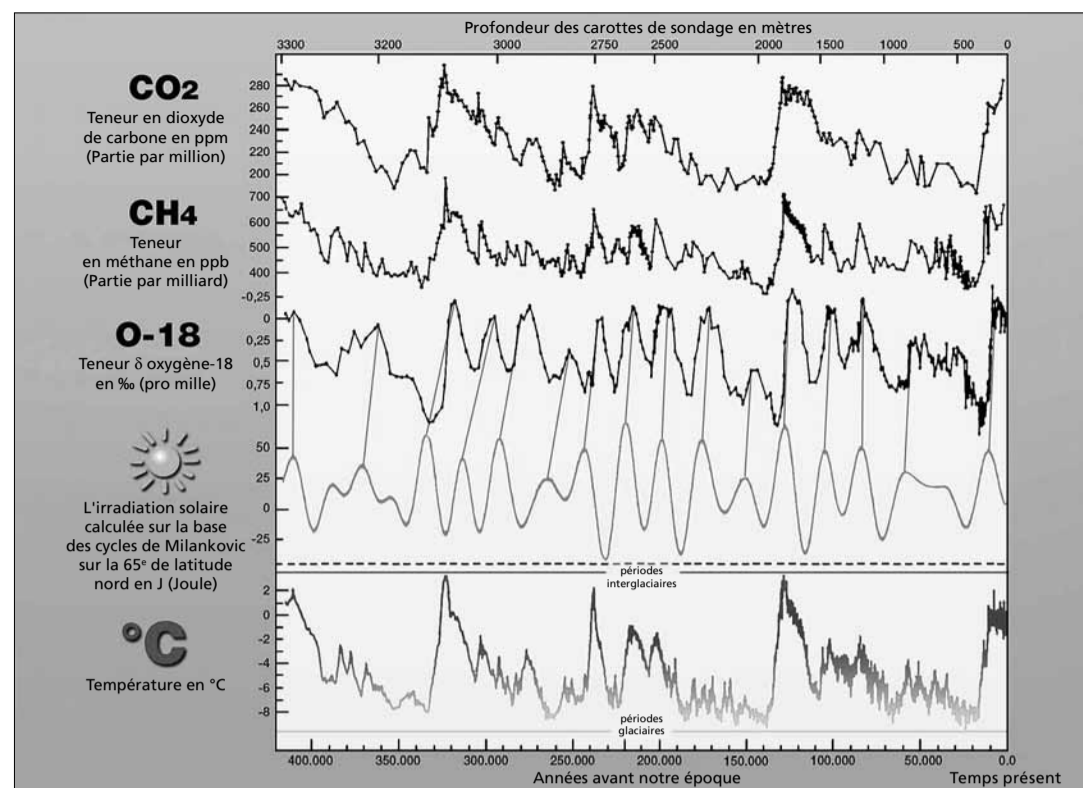
suite de la page 4

peut s'identifier si l'on veut «faire quelque chose» (ou alors exiger d'autrui de faire quelque chose). Et on ne remarque à peine les tendances antidémocratiques auxquelles on ouvre ainsi la voie. Dans le même temps, l'éducation politique, géographique et historique dans les écoles a été considérablement réduite ou remplacée par des campagnes de projets. Cela fait partie du même registre.

Les véritables problèmes

Le changement climatique est une caractéristique de notre planète, qui nous a déjà gratifiés de bien d'autres soubresauts que celui que nous traversons depuis le XIX^e siècle. Les émissions humaines de CO₂ ont peut-être contribué à un réchauffement mesurable au cours de cette période. Personne ne peut cependant quantifier de manière sérieuse l'ampleur de cet apport: il faudrait pour cela pouvoir observer deux planètes dans des conditions par ailleurs égales, avec et sans cette contribution anthropogénique – ce qui est impossible. Toutes les affirmations sont basées sur des modèles de simulation dont les entrées et les algorithmes sont inconnus du citoyen lambda, mais qui se caractérisent également par des intérêts politiques.^{7a} Il y a de bonnes raisons de penser que l'augmentation actuelle des températures n'est ni aussi dramatique qu'on le prétend, ni uniquement d'origine humaine. Il y a trop d'incohérences et de contradictions dans les sources disponibles; et on relève des omissions délibérées, des perceptions sélectives, nécessaires pour pouvoir soutenir les thèses rébarbatives de la propagande actuelle.

Bien sûr, rien ne s'oppose à la réduction des émissions de CO₂ et à la soutenir au niveau politique – pour autant qu'on ne perturbe pas massivement la vie économique. L'auteur de ces lignes a passé sa vie professionnelle à donner des conseils sur les économies d'énergie appliquées à la construction et a obtenu un doctorat sur ce thème.¹¹ Mais il y a beaucoup à redire sur l'instrumentalisation, suivant un scénario apocalyptique, du changement climatique généré par les acti-



«Force est de constater que l'augmentation progressive de la courbe de CO₂ au cours du siècle dernier ne peut expliquer intégralement, ni même fournir l'explication principale de l'augmentation relative modérée de la température au cours des derniers siècles. La seule chose que l'on peut tenir pour certaine est qu'aujourd'hui on n'appréhende pas encore suffisamment l'interaction des gaz à effet de serre (et pas seulement du CO₂), de la formation de nuages, de la capacité de stockage des mers, des influences solaires, etc.» (Infographie wikipedia/hd)

vités humaines en un sujet politique dominant tous les autres. Il serait beaucoup plus important de mieux comprendre les processus mondiaux afin de protéger le nombre croissant de personnes sur Terre contre les conséquences des changements climatiques qui se produisent également indépendamment de l'homme. Nous ne devons pas protéger le climat, mais nous en protéger. Bien sûr, nous devons également limiter la destruction de la nature et sa dégradation suite à nos déchets – mais nous ne devrions pas les mettre dans le même sac que le changement climatique, ce qui est malheureusement souvent le cas.

Il est d'ores et déjà clair que tous les phénomènes attribués au changement climatique anthropogénique ne lui sont pas imputables: ainsi par exemple la montée des océans. Oui, le niveau de la mer monte. Voici 30 ans qu'on

applique des méthodes de mesure précises à ce phénomène et on a constaté une élévation du niveau des océans de 8 cm, répartie dans le monde de façon diversifiée.¹² L'eau se dilate lorsqu'elle se réchauffe, et il s'y ajoute l'eau de fonte des glaciers terrestres. Mais certains des atolls des mers du Sud ne sont pas seulement inondés parce que le niveau de la mer s'élève, mais parce que l'une des couches du plateau continental glisse sous une autre et qu'ainsi les îles s'enfoncent. Ou encore, au XX^e siècle, dans les villes côtières peuplées de millions d'habitants, les nappes phréatiques et les sols eux-mêmes se sont affaïssés suite à l'urbanisation intensive comme par exemple à Jakarta et à Bangkok, d'un à deux mètres, et à la Nouvelle-Orléans, de quatre mètres.¹³ Ce sont des problèmes sérieux, mais avec d'autres causes. Le fait de tout ramener à une situation d'urgence cli-

Nous sommes à nouveau impliqués, à la frontière russe!

Vers 1975, lors de la lutte contre la centrale nucléaire de Wyhl, on créa la station de radio pirate «Radio Verte» et l'auteur-compositeur Walter Mossmann composa une chanson: «... en ces temps sombres la vérité meurt de centimètre à centimètre, nous devons donc la répandre nous-mêmes, car ce que je sais me réchauffe!» Entre temps, elle meurt de mètre en mètre. Depuis peu, je suis abonné à votre journal, et maintenant je suis mieux informé, de manière neutre en Suisse, sans langue de bois à la sauce de l'OTAN. Un grand compliment à votre rédaction qui aide les lecteurs à trouver leur chemin dans le flot de mensonges!

J'aimerais me présenter en tant que lecteur: je suis né en 1927 et j'ai 92 ans. Quand j'avais 16 ans, on nous a emmenés de la salle de classe pour nous placer derrière un canon antiaérien pour combler le vide suite à Stalingrad. J'ai vécu la fin de la guerre en 1945, en tant que fantassin de 17 ans près de Berlin, la capitale du Reich. A la mi-avril, j'ai déserté et je suis retourné chez moi dans le Bade méridional dans un voyage aventureux de trois mois. La captivité en Sibérie m'a été épargnée, mais après une fuite par le

rideau de fer vers l'Ouest soi-disant libre, je me suis retrouvé dans une terrible captivité américaine. Le commandant du camp nous fit sentir qu'il n'était aucunement un ami des Allemands. J'ai risqué ma vie en m'échappant par les barbelés éclairés. Quiconque se faisait attraper, fut abattu, plusieurs semaines après la capitulation! Nous n'avions pas la protection du droit international en tant que «prisonniers de guerre», mais nous étions considérés comme des «forces ennemies désarmées». A cette époque déjà, j'apprenais à connaître les Américains comme des gens ne respectant guère le droit international.

Quelqu'un comme moi, qui suis rentré à la maison à pied à travers de nombreuses villes détruites par les bombes, approuve naturellement l'affirmation «plus jamais cela». Erich Kästner aurait ajouté: «Plus jamais cela – du moins pas tout de suite!» Et à l'heure actuelle, nous nous retrouvons à nouveau dans une situation non voulue, mais bien connue: des guerres sont planifiées ouvertement, avec des armes nucléaires archi-dangereuses: un processus véritablement incroyable! Et nous Allemands, sommes à nouveau de la partie, à la frontière de la Russie! C'est la «gratitude»

pour les concessions presque imméritées accordées par Gorbatchev à nous Allemands. J'en ai honte et je me sens comme Heinrich Heine: «Quand je pense à l'Allemagne pendant la nuit, je n'arrive plus à me rendormir!» [«Denk ich an Deutschland in der Nacht, so bin ich um den Schlaf gebracht!»]

Où sont les grands donneurs d'alerte s'opposant au pouvoir, ceux ayant vécu la guerre ne vivent plus, je ne vois aucun successeur de leur envergure: Erich Kästner, Heinrich Böll, Karl Jaspers, qui nous ont rappelé le respect de notre Loi fondamentale, du rocher sur lequel repose notre liberté. Puis Bertolt Brecht – lui, il sonnait le tocsin, alors que comparé aux guerres d'aujourd'hui, les anciennes guerres étaient un jeu d'enfant. Peu après la guerre, il y eut aussi Wolfgang Borchert avec son appel «Alors dis non!» et la vision d'horreur: «Si tu ne dis pas «non», gare à toi, tu verras ce qui arrivera.» Où sont nos politiciens disant «Non!», par exemple de l'ancien ministre de la Défense von der Leyen, on entend aucun «non», l'atmosphère est comme avant la grande tempête.

Ernst-Udo Kaufmann,
Mülheim/Baden, Allemagne

L'IA et les autres monstruosité

L'abréviation «IA» pour «intelligence artificielle» est – à juste titre – sur toutes les lèvres. Car l'enjeu est énorme, peut-être est-ce même la fin de notre humanité. Je n'exagère pas. Les pères fondateurs de l'«IA» appellent eux-mêmes à la plus grande prudence. Malheur à nous, si ce que nous avons créé devient autonome!

Déjà le terme «intelligence artificielle» est au fond absurde. Le simple fait que l'on ne rencontre presque plus que l'abréviation «IA» est suspect. Le terme «IA» part de l'idée qu'il existe aussi une intelligence naturelle. On oppose donc l'intelligence à la pseudo-intelligence. Ce dernier terme est utilisé pour décrire l'absence d'intelligence. L'«intelligence» informatique est, si l'on veut,

une sorte d'«intelligence réduite». C'est-à-dire qu'elle fonctionne uniquement avec la logique binaire, sur la base de deux simples signaux: 1 ou 0, oui ou non. Elle ne sait pas faire autre chose, mais cela, elle le fait à une vitesse vertigineuse. Sur ce point, elle a depuis longtemps dépassé la capacité du cerveau humain. Mais, en réalité, c'est déjà tout. Il est communément admis – contrairement à cela – qu'un comportement intelligent est accompagné d'une certaine quiétude et d'une évaluation soigneuse.

Imaginez que vous ayez devant vous un interlocuteur ne pouvant répondre que par oui ou par non à vos questions sérieuses. Je sais: je simplifie, mais en principe, il n'y a rien d'autre. Spontanément, nous nous atten-

dons à peu d'intelligence d'un «être» ne pouvant répondre que par oui ou par non. Dans le domaine de l'éducation curative, il faudrait parler d'idiotie, d'une forme de déficience mentale accrue. L'«IA», mesurée à l'aune de ce que signifie réellement «intelligence», ne correspond à rien d'autre qu'à une stupidité accrue jusqu'à l'infini. Et c'est précisément là, où se trouvent les risques gravissimes. Malheur, s'ils sont lâchés! L'«IA» contient en elle le danger de pouvoir devenir un jour autonome. Car de l'«IA», on ne peut attendre ni du cœur (morale) ni de l'esprit, et encore moins de la raison. De ce point de vue, le fait de parler de progrès est carrément grotesque.

Daniel Wirz, Zoug

matique anthropogénique ne permet pas d'y voir plus clair.

Une planète Terre stable et modifiée uniquement par l'homme n'existe pas. Mais cette image est un non-dit caché entre les lignes de l'alarmisme. Non seulement cette image est fautive, mais elle est aussi bien prétentieuse, pour ainsi dire anthropo-arrogante: la nature extrahumaine est posée sur un piédestal comme une image pieuse, apparemment détruite par l'homme; la nature n'est pas perçue comme une partie complexe et nécessaire de notre activité et de notre existence, à laquelle nous devons nous adapter selon ses propres lois. Partant de là, on emprunte une voie brève et indifférenciée débouchant sur un pessimisme apocalyp-tique qui, par exemple, déplore la surpopulation d'une manière générale¹⁴ et aboutit rapidement à une singulière écologie profonde et ésotérique.¹⁵ Cette voie devrait toutefois conduire à une recherche précise et libre de stéréotypes, qui développe des stratégies d'action et des accords politiques là où nous pouvons identifier avec précision les causes et évaluer les conséquences de nos actions avec suffisamment de sûreté. Bien plus que la déconstruction, c'est le progrès technique qu'il faut solliciter.

Dans le domaine du changement climatique en particulier, de nombreuses questions doivent encore être résolues grâce aux progrès scientifiques. Si nos stratégies d'action ne fonctionnent pas là où nous avons des connaissances éprouvées, nous contribuerons peut-être davantage à la destruction qu'à la préservation de la «nature». En ce qui concerne le changement climatique anthropogénique, nos connaissances sont encore très lacunaires et il y a de bonnes raisons de penser que la vision politiquement correcte actuelle n'est pas suffisamment correcte sur le plan scientifique.

Néanmoins, je préférerais moi aussi chauffer ma maison à l'aide de la géothermie plutôt qu'avec du gaz – si j'en avais la possibilité. • (Traduction Horizons et débats)

- Pauli, Ernst. Le contexte du problème du réchauffement climatique. In: Horizons et débats n°22 du 8/10/19.
- Kehl, Harald. Kurzer Überblick zur Klimageschichte [Un bref aperçu de l'histoire du climat]. <http://lv-twk.oekosys.tu-berlin.de/project/lv-twk/002-klimageschichte-kleiner%20Queberblick.htm>
- Ewert, Friedrich-Karl. NASA-GISS Temperatur-Daten wurden geändert – warum? [Les données de température ont été modifiées – Pourquoi?] www.youtube.com/watch?v=wHAZ_DbH89w
- Kirstein, Werner. Klimawandel – wird die Wissenschaft politisch beeinflusst? [Changement climatique – la science est-elle politiquement influencée?] www.youtube.com/watch?v=jdQISWYIGWo (Exemple tiré de la vidéo, cf. minutes 17–20)
- Puls, Klaus-Eckart. Die Achillesferse der Klimamodelle [Le talon d'Achille des modèles climatiques]. www.youtube.com/watch?v=5HaU4kY2IQ
- Halle Spektrum. Experten antworten auf Klima-Skeptiker [Les experts répondent aux climatoc-sceptiques]. <https://hallespektrum.de/nachrichten/bildung/experten-antworten-auf-klimaskeptiker-das-hallespektrum-interview-zu-einem-unstrittenen-gastauftritt-eines-klimaskeptikers-in-der-mitteldeutschen-zeitung/304440>
- Lüdecke, Horst-Joachim. Jüngste Forschungsergebnisse zu Klimazyklen [Recherches récentes sur les cycles climatiques]. www.youtube.com/watch?v=mBHRw4AZI5Y
- Calder, Nigel. Die launische Sonne [Le soleil capricieux]. Wiesbaden 1997
- Heumann, Pierre. Der Mann, dem sie die Sonne übelnehmen [L'homme à qui on en veut à cause du soleil]. https://www.achgut.com/artikel/der_mann_dem_sie_die_sonne_uebelnehmen
- Greenpeace. CO₂ & Co. www.greenpeace.de/themen/klimawandel/welche-treibhausgas-verursachen-die-erderw%C3%A4rmung
- Fischer, Christian. Demokratie braucht Nation [La démocratie a besoin de la nation]. <https://zeitgeist-online.de/exklusivonline/nachdenkliches-und-schoengeistiges/1040-demokratie-braucht-nation.html>
- Fischer, Christian. Planung von energiesparenden Gebäuden [Conception de bâtiments économes en énergie]. Frankfurt 1992
- Klima-Wiki: http://wiki.bildungserver.de/klimawandel/index.php/Aktueller_Meeresspiegelanstieg
- Rist, Manfred. Sind Asiens Metropolen noch zu retten? [Peut-on encore sauver les métropoles asiatiques?] In: «Neue Zürcher Zeitung International» du 26/11/19
- Mies, Ulrich. Planetarer Supergau [Désastre nucléaire planétaire]. www.rubikon.news/artikel/planetarer-supergau
- Rottenfusser, Roland. Die Tiefen-Ökologie [L'écologie des profondeurs]. www.rubikon.news/artikel/die-tiefen-okologie

Mozambique

Bons offices et aide humanitaire du CICR

Les missions de paix de la Suisse neutre dans un monde de guerre et de violence

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Dans un monde globalisé, les bons services de la Suisse ne seraient plus tant demandés, car les «grands acteurs» telles l'ONU ou l'UE auraient davantage d'influence, entend-on parfois dire. Est-ce la vision des forces nationales et étrangères désirant que la Suisse abandonne son statut de petit Etat neutre et indépendant pour être davantage intégrée au niveau international? Deux rapports récents prouvent le contraire: pour assurer la paix et l'aide humanitaire dans les zones de guerre et de conflit, la Suisse neutre est actuellement tout aussi nécessaire qu'elle l'était dans le passé.

Accord de paix au Mozambique grâce à l'ambassadeur suisse Mirko Manzoni

A la mi-octobre, les citoyens du Mozambique ont élu leur Parlement et le président. Le front socialiste de libération *Frelimo*, au pouvoir depuis l'indépendance du pouvoir colonial portugais en 1975, a de nouveau obtenu des majorités claires pour la présidence, au Parlement national et dans les dix élections régionales.

La direction du plus grand parti d'opposition et ancienne partie de guerre civile, la *Résistance nationale du Mozambique (Renamo)*, appelle toutefois à la répétition des élections suite aux «la violence et à l'intimidation exercées par le parti au pouvoir». Selon *swissinfo.ch*, la mission d'observation de l'UE, l'ambassade américaine et l'organisation étatsunienne *Human Rights Watch* ont également conclu que les élections avaient été marquées par des violences et des irrégularités.

Elections calmes

Mirko Manzoni, ambassadeur de la Suisse au Mozambique, voit les choses différemment: «Comparé aux deux élections précédentes que j'ai vécues, le scrutin actuel a été calme.» Il y a eu quelques cas de violences et d'irrégularités, mais cela ne doit pas être généralisé, selon le Tessinois. En tout cas, les résultats n'en ont pas été influencés de manière décisive. (swissinfo.ch du 30 octobre)

Mirko Manzoni est probablement le meilleur juge de la situation, car il est le diplomate qui, en tant que chef des négociations de paix entre les partis ennemis *Frelimo* et *Renamo*, a réussi en trois ans à faire signer le 6 août un accord de paix au président *Filipe Nyusi* et au chef de l'opposition *Ossufo Momade*.

Patience et compétence du négociateur

L'ambassadeur Manzoni décrit le déroulement des négociations: «D'abord, nous nous sommes occupés de la partie technique. Puis, très discrètement, une petite équipe de trois personnes travaillant avec moi a mené une médiation politique. Nous avons négocié pendant trois ans. Nous nous sommes rendus une trentaine de fois dans la jungle pour rencontrer les combattants.

En mai 2018, nous sommes parvenus à un premier accord politique: la révision de la Constitution prévoyant une meilleure redistribution du pouvoir dans le pays. Quelques mois plus tard, nous avons réussi à conclure l'accord militaire prévoyant l'intégration d'un certain nombre de soldats de l'opposition dans des positions stratégiques de l'armée mozambicaine.» Manzoni a choisi cet ordre chronologique des contrats négociés avec clairvoyance. Il explique: «La nouveauté est que les accords préliminaires principaux – la nouvelle Constitution et l'accord militaire – ont été signés avant l'accord de paix. Pour cette raison, il était difficile de revenir en arrière: il n'y avait plus de raison de se battre militairement.»²

Bien qu'*Alfonso Dhlakama*, qui dirigeait le parti *Renamo* depuis 35 ans, soit décédé en mai 2018 – alors qu'aucun traité n'avait encore été signé –, Manzoni a réussi à sauver l'ensemble des accords. Ils ont été signés en août 2019 et deux mois plus tard, les élections ont eu lieu.

L'ambassadeur de l'ONU Mirko Manzoni pourrait faire mieux que les grandes puissances

Le 1^{er} novembre, Mirko Manzoni a quitté l'ambassade suisse de Maputo pour rejoindre



Siège principal du CICR. Dans un monde globalisé, les bons offices de la Suisse sont très demandés. (photo mad)

le Bureau des Nations Unies se trouvant dans la même ville. En reconnaissance de son succès dans les négociations, le Secrétaire général de l'ONU, *Antonio Guterres*, l'a nommé comme son envoyé personnel au Mozambique pour qu'il puisse assurer la mise en œuvre du traité. Reste à voir si cela réussira, mais Manzoni est confiant: toutes les parties

soutiennent toujours cet accord de paix, et les combattants armés de *Renamo* ont également donné des signes positifs.

Il est intéressant de noter que, selon *swissinfo.ch*, *Human Rights Watch* et une chercheuse néerlandaise de l'UE sur les conflits dénigrent l'accord de paix conclu. Leur argument: deux accords antérieurs dans ce dif-

ficile conflit vieux de plusieurs décennies ont déjà échoué. Toutefois, ni la guerre prolongée, ni l'échec d'un accord de paix ne peuvent être attribués uniquement aux parties locales du conflit. Car, après l'indépendance obtenue en 1975 de la puissance coloniale du Portugal et l'alliance de *Frelimo* avec la RDA et d'autres Etats socialistes, l'Afrique du Sud, Etat voisin de l'apartheid, est intervenu par le biais du parti d'opposition *Renamo* et a mené, jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique en 1990, une terrible guerre causant plus d'un million de morts et l'anéantissement de l'économie du pays (*swissinfo.ch* du 30 octobre). En 2013, la guerre entre *Frelimo* et *Renamo* a repris. Ce n'est apparemment pas une coïncidence: selon *Die Zeit* de janvier 2013, d'énormes gisements d'or et de gaz naturel ont été découverts au Mozambique à cette époque – outre les ressources naturelles déjà connues –, auxquels les investisseurs étrangers étaient extrêmement intéressés.³

Soit dit en passant, l'UE était en charge de la dernière médiation mais a échoué. Après l'abandon par l'UE en 2016, la Suisse a repris l'affaire. Nous souhaitons au Tessinois Mirko Manzoni beaucoup de succès également à l'avenir.

¹ Spörndli, Markus, Nairobi «Das Einzige, worin sich alle noch einig sind, ist das Friedensabkommen». *swissinfo.ch* du 30/10/19

² Franchini, Federico. Médiation. «Mirko Manzoni, der Schweizer Friedensstifter in Mosambik». *swissinfo.ch* du 11/9/19

³ Hedemann, Philipp. «Mosambik. Rohstoff-Bonanza im Rouma-Becken». In: *Die Zeit* du 31/1/13

Les bons offices de la Suisse

mw. «La Suisse contribue, par ses bons offices, à trouver des solutions pour éviter les conflits ou pour en sortir. Reposant sur une longue tradition, les bons offices de la Suisse contribuent à la réalisation de ses objectifs en matière de politique extérieure: ils favorisent le respect des droits de l'homme, la paix et la démocratie à l'étranger, ce qui a un impact positif sur la sécurité et la prospérité du peuple suisse.» (Le Conseil fédéral a adopté un rapport sur les bons offices de la Suisse, communiqué de presse du 14/12/18)

Selon le communiqué de presse du Conseil fédéral, les bons offices recouvrent trois domaines:

– «Mandats de puissance protectrice: dans le cadre de ses mandats de puissance protectrice, la Suisse défend des

intérêts étrangers. Lorsque deux Etats rompent entièrement ou partiellement leurs relations, elle assume une partie de leurs tâches diplomatiques et/ou consulaires. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a assumé plus de 200 mandats de puissance protectrice. Aujourd'hui, elle en assume encore six: pour les Etats-Unis en Iran, pour la Russie en Géorgie et pour la Géorgie en Russie, pour l'Iran en Arabie saoudite et pour l'Arabie saoudite en Iran ainsi que pour l'Iran en Egypte.»

– «Etat hôte de négociations de paix: lorsqu'elle accueille des négociations de paix, la Suisse garantit la sécurité, la tranquillité et la discrétion nécessaires à la tenue de négociations délicates. Elle dispose de l'infrastructure adéquate pour organiser et accueil-

lir de tels événements. Le contexte positif ainsi offert aide les parties à trouver des solutions.» Exemples: pourparlers de paix sur la Syrie menés sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie; négociations sur le programme nucléaire iranien (entre 2008 et 2015).

– «Facilitation et médiation: [...] la Suisse facilite le dialogue et soutient les médiations et les négociations menées partout dans le monde.» Exemples: le processus de paix au Mozambique décrit ci-dessus; les négociations entre le gouvernement colombien et les FARC-EP (entre 2012 et 2016); accord sur l'administration des douanes entre la Russie et la Géorgie (2011), ouvrant la porte à l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Peter Maurer, président du CICR, explique les tâches du Comité international de la Croix-Rouge

Extraits du «Tagesgespräch» de la Radio DRS du 23/10/19, propos recueillis par Ivana Pribakovic



Peter Maurer (photo wikipedia)

mw. Dans un entretien avec *Ivana Pribakovic*, Peter Maurer décrit les tâches exigeantes que le CICR doit accomplir en Syrie et dans de nombreuses autres zones de guerre et parle des difficultés auxquelles les collaborateurs sont confrontés.

La raison actuelle de cet entretien est l'accord entre la Turquie et la Russie concernant le contrôle militaire du nord de la Syrie et la décision d'un cessez-le-feu. Celui-ci fut possible après le retrait des troupes américaines et semble tenir grâce à la coopération des chefs d'Etat restants.

La première question adressée à Peter Maurer est de savoir si la population locale peut actuellement reprendre un peu son souffle.

Trouver des voies sécurisées pour l'aide humanitaire

Peter Maurer confirme qu'un cessez-le-feu est un soulagement pour la population civile et l'un des nombreux facteurs nécessaires au succès de l'action humanitaire: «Ces dernières années, et notamment ces dernières semaines, le nord-est a été une zone de combat avec de nombreuses incertitudes, de nombreux mouvements d'unités armées. Il était difficile d'y travailler, de mettre en place une logistique dans un espace difficile en termes de sécurité, et il était également difficile d'avoir les bonnes personnes au bon endroit pour atteindre les personnes dans le besoin. De nombreux facteurs doivent être accordés pour que les biens et les services arrivent au bon moment chez les bonnes personnes.»

Selon Peter Maurer, le CICR a assuré l'approvisionnement des personnes fuyant les zones de conflit: «Pendant les premiers jours et les premières semaines, nous avons déjà des réserves relativement généreuses dans la région. La tâche principale de notre délégation en Syrie est maintenant de trouver les voies les plus sûrs pour le transport des ser-

vices humanitaires dans le nord-est du pays. Il va de soi que nous travaillons en étroite collaboration avec le *Croissant-Rouge syrien* et d'autres sociétés nationales, capables d'avoir les connaissances et surtout le personnel pouvant être déployé rapidement.»

«La moitié des problèmes n'existeraient pas, malgré la guerre, si le droit international humanitaire était respecté.»

Selon Peter Maurer, la tâche principale du CICR est – outre l'aide aux personnes dans le besoin – d'exiger le respect du droit international humanitaire. Car «malgré la guerre, la moitié des problèmes n'existeraient pas si le droit international humanitaire était respecté.» C'est pourquoi il est toujours nécessaire de parler aux parties belligérantes afin de les persuader «d'observer les règles minimales du droit international humanitaire en matière de protection de la population civile, de traitement des prisonniers de guerre, de l'internement des civils dans des camps.»

Le cannabis «médical» – signe avant-coureur de la légalisation générale

Prise de position de l'association Jeunesse sans drogue, Zurich*

La dépénalisation/légalisation/régulation des produits dérivés du cannabis est revendiquée en Suisse et dans d'autres pays occidentaux depuis plus de 40 ans. L'utilisation récréative a déjà été légalisée dans une douzaine d'Etats américains, en Uruguay et au Canada. Dans notre pays, à juste titre, cette demande a été rejetée par le peuple à l'occasion de divers votes populaires organisés sur le plan fédéral. Avec le soutien complaisant de la plupart des médias, divers groupes d'intérêts et représentants des milieux sociaux, politiques et économiques exercent pourtant à l'heure actuelle une pression accrue pour que la Suisse prenne quand même cette direction.

Dès lors que le lobby de la légalisation de la drogue possède d'excellents réseaux

* «Jeunesse sans drogue» est constitué en association d'intérêt général au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Elle a été fondée à Zurich en janvier 1994 pour soutenir l'initiative populaire fédérale «Jeunesse sans drogue». Avec ses informations et ses activités elle s'engage pour la protection des enfants, des adolescents et des jeunes gens contre les dangers de la consommation de stupéfiants. Elle s'exprime notamment sur les questions d'actualité de la politique suisse en matière de drogue. De plus amples informations se trouvent sur le site www.jod.ch

au niveau international, il est nécessaire de jeter un coup d'œil à l'étude américaine de 2017 «Tracer les origines de l'argent servant à légaliser le cannabis et pourquoi cela est important».

L'étude de la *National Families in Action* (NFIA) démontre bien comment trois milliardaires américains prônant le cannabis comme produit d'agrément légal, ont manipulé pendant plus d'une décennie les votes dans 16 Etats américains en persuadant les électeurs de légaliser le cannabis médical. – NFIA est un organisme à but non lucratif basé à Atlanta, fondé en 1977 pour aider les parents à empêcher leurs enfants à consommer de l'alcool, du tabac et d'autres drogues. (www.nationalfamilies.org)

Le rapport démontre la stratégie consistant à utiliser le cannabis «médical» pour en faire le précurseur de la légalisation générale du cannabis. Il décrit comment le financier *George Soros*, le magnat de l'assurance *Peter Lewis* et le baron de l'éducation à but lucratif *John Sperling* (et les organisations financées par eux-mêmes et leurs familles) ont systématiquement sapé la résistance au cannabis tout en niant que la légalisation de la consommation récréative était leur véritable objectif.

Ils ont menti sur les bienfaits du cannabis pour la santé, exploité les espoirs des malades, ignoré les faits scientifiques et les conseils de la communauté médicale et miné la protection des consommateurs au profit de médicaments dangereux et inefficaces. L'étude montre qu'une fois que les trois milliardaires avaient atteint leur objectif (au Colorado et à Washington à partir de 2012), ils n'ont utilisé leurs fonds que pour développer l'idée d'une légalisation généralisée. En 2014 et 2016, ils ont donné 44 millions de dollars pour développer des actions en faveur de la légalisation de l'utilisation récréative en Alaska, en Oregon, en Californie, en Arizona, au Nevada, au Massachusetts et au Maine. Ce n'est qu'en Arizona que les électeurs ont pu repousser cette attaque.

– Le document révèle un troublant parallèle entre l'industrie du cannabis et celle du tabac. Les deux se sont en effet fortement développées parce qu'elles tablent avec cynisme sur cette réalité que leurs produits allaient créer une dépendance auprès de nombreux jeunes qui deviendraient ainsi des consommateurs pendant de longues années. Comme la consumma-

tion de tabac, la propagation de l'usage du cannabis aura divers effets négatifs dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la finance.

– «Les Américains ont déjà été fortement confrontés aux effets tragiques du tabagisme et aux pratiques trompeuses de l'industrie du tabac. Rendre légal le cannabis comme une autre drogue addictive libère des activités entrepreneuriales permettant de gagner des milliards de dollars aux dépens de grandes souffrances humaines, d'objectifs de vie non atteints, de maladies et de décès», a déclaré *Sue Rusche*, présidente de *National Families in Action*. «Si les gens comprenaient vraiment que le cannabis peut causer des problèmes cognitifs, de sécurité et de santé mentale tout en rendant dépendant, et que les taux de dépendance peuvent être trois fois plus élevés que ceux rapportés, ni les électeurs ni les législateurs ne légaliseraient le cannabis.»

Verena Herzog, conseillère nationale, présidente de l'association
Jean-Paul Vuilleumier, enseignant, secrétaire de l'association

Cannabis: inefficace contre les troubles mentaux

par Jean-Paul Vuilleumier

Une méta-étude australienne publiée ce 28 octobre conclut que l'usage de cannabis et de ses constituants n'est pas à recommander pour lutter contre une maladie mentale, comme une dépression ou une psychose.

Après avoir passé au crible 83 études sur l'usage du cannabis ou de ses substances actives, des chercheurs australiens affirment que le *tétrahydrocannabinol* (THC) et le *cannabidiol* (CBD) sont inefficaces pour soulager les malades atteints des six troubles mentaux suivants: dépression, trouble anxieux, trouble du déficit de l'attention/hyperactivité, syndrome de Gilles de la Tourette, syndrome de stress post-traumatique et psychose.

«Ce n'est pas un grand scoop», commente le docteur *Xavier Laqueille*, responsable du service d'addictologie de l'hôpital Sainte-Anne à Paris. «Le cannabis est un facteur de vulnérabilité dans les maladies schizo-phréniques et aggrave beaucoup de maladies psychiatriques», ajoute-t-il.

Le cannabis est-il efficace contre l'anxiété?

Quelques études montrent «une petite amélioration des symptômes d'anxiété» avec l'usage de THC chez des patients souffrant d'un autre problème de santé, comme une

douleur chronique ou la sclérose en plaques, mais sans que l'on puisse déterminer si l'effet n'est pas lié à une amélioration de la maladie elle-même, selon l'article, publié dans la revue médicale britannique *The Lancet Psychiatry*.

«Le cannabis comprend deux principes actifs, le THC et le CBD», explique *Xavier Laqueille*. «Le THC est dangereux, toxique même, et favorise les psychoses. Le CBD pourrait avoir des effets bénéfiques sur l'anxiété, mais beaucoup moins que les médicaments dont on dispose déjà.»

L'addictologue précise néanmoins: «Le cannabis n'est pas efficace contre les troubles mentaux, mais on constate quelques effets contre la douleur physique. Même si ces effets devront être confirmés par d'autres études.»

Utilisation et expérimentation du cannabis «thérapeutique»

Une trentaine de pays dans le monde autorise, à différents niveaux, le cannabis «thérapeutique» (une vingtaine de pays européens, les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, Israël, plusieurs pays d'Amérique latine). Selon l'étude australienne, les troubles mentaux sont l'une des raisons les plus fréquentes de cet usage, après les douleurs chroniques non cancéreuses.

«L'un des aspects les plus frappants» avec cette vague de légalisation des cannabinoïdes pour des usages médicaux, «c'est que dans de nombreux cas, cela se passe en dehors des autorités de régulation habituellement chargées de contrôler le développement des médicaments», souligne *Louisa Degenhardt*, auteure principale de l'étude, interrogée par l'AFP.

Dans le même temps, les dangers liés à la consommation de cannabis sont eux avérés, ajoute-t-elle, citant les risques de dépendance, ceux liés à la conduite sous l'emprise de ces substances et «des données montrant que les personnes consommant régulièrement du cannabis ont davantage de risques de développer une dépression ou des symptômes psychotiques».

Les auteurs pointent le besoin de mener davantage d'études de qualité sur le sujet, notamment sur un plus grand nombre de patients, en les suivant plus longtemps et en comparant les effets avec un groupe recevant un placebo. D'ici là, «on ne peut pas élaborer de recommandations médicales concernant l'usage du cannabis et de ses principes actifs dans les troubles mentaux», estime la Pr *Degenhardt*.

Dans les pays où cet usage est déjà légal, «les médecins et les patients doivent

Titre et lien de la publication originale

«Cannabinoids for the treatment of mental disorders and symptoms of mental disorders: a systematic review and meta-analysis»

[www.thelancet.com/journals/lanpsy/article/PIIS2215-0366\(19\)30401-8/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lanpsy/article/PIIS2215-0366(19)30401-8/fulltext)

être informés du niveau limité des preuves existantes et des risques des cannabinoïdes», ajoute la professeure au *National Drug and Alcohol Research Centre* de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney.

La France vient de donner son feu vert à l'expérimentation pendant deux ans de la prescription de cannabis «thérapeutique», uniquement pour le traitement de la douleur dans certaines indications bien précises et en cas d'échec des médicaments existants. •

Sources:

– *Keystone ATS/Agence Télégraphique Suisse* du 29/10/19

– *Centre national de prévention, d'études et de recherches en toxicomanies (CNPRT)*, France. <https://drogaddiction.com> du 1/11/19

«Peter Maurer, président du CICR, ...»

suite de la page 6

Concernant le sérieux problème de la destruction d'hôpitaux et d'autres établissements de santé, le président du CICR déclare: «Si nous partons des *Conventions de Genève*, les hôpitaux sont des installations notifiées [communiquées, identifiées, mw] comme hôpitaux. En raison des nombreuses destructions causées par la guerre, des cliniques sont ouvertes spontanément, qui ne sont plus notifiées en raison d'un manque de confiance dans les parties belligérantes. [...] En Syrie, au Yémen, en Afghanistan, dans de nombreux conflits, il y a une rupture de confiance entre la population et les armées. Les gens ne vont plus dans les hôpitaux, car tout le système de protection des centres sanitaires prévu par les *Conventions de Genève* ne fonctionne plus.»

«Maintenir les principes de base est un défi quotidien.»

En réponse à la question d'Ivana Pribakovic concernant la possibilité de «travailler en Syrie selon les principes éprouvés du CICR, c'est-à-dire d'être impartial et d'offrir son aide à tous», Peter Maurer répond: «Je dirais avec prudence: il est encore possible de travailler en Syrie, mais mainte-

nir les principes fondamentaux est un défi quotidien car toutes les parties impliquées dans le conflit ont tendance à vouloir nous entraîner dans une direction ou dans l'autre. Le respect en soi n'existe pas. Il doit être assuré, négocié, discuté encore et encore. Ce qui nous préoccupe en Syrie, mais aussi bien dans d'autres régions, c'est l'énorme effort que nous devons consentir pour obtenir une protection minimale et de pouvoir fournir un minimum de services. Le droit n'est pas simplement appliqué parce qu'on comprend qu'il est juste de l'appliquer, mais nous devons constamment nous battre pour qu'il soit appliqué.»

Il faut plus d'engagement et d'énergie au niveau politique

Peter Maurer déclare que le CICR peut tout au plus avoir un effet stabilisateur en aidant les populations concernées à survivre. «Mais les solutions doivent être politiques, et cela exige énormément d'efforts et d'énergie au niveau politique. Faire taire les armes et créer la stabilité nécessaire pour que les acteurs humanitaires puissent trouver l'espace qu'il leur faut pour leur engagement est quasiment impossible sans un minimum d'efforts politiques crédibles. Autrement nous continuerons de nous trouver dans une spirale négative dans de nombreux endroits

du monde, ce qui est naturellement fort inquiétant.»

«Moins de présence médiatique se traduit par moins de ressources pour le CICR»

Selon Peter Maurer, la Syrie est actuellement la plus grande opération du CICR dans le monde, avec un budget de 180 à 190 millions de francs par an. Mais la question de savoir s'il y a suffisamment de dons pour la population souffrante dans les divers pays en guerre dépend fortement des médias: «Nous avons un décalage constant entre les problèmes objectifs que nous rencontrons, leur visibilité dans les médias et l'argent disponible. La Syrie a fait la une dans les journaux ces dernières semaines, l'année précédente, on en parlait peu dans les médias, mais les problèmes n'avaient pas disparu, ils sont toujours exactement les mêmes qu'à la fin de l'année dernière. Moins de présence médiatique se traduit par moins de ressources financières pour le CICR, mais également pour de nombreuses autres organisations du système des Nations Unies et des ONG. Il faut qu'un conflit soit porté à l'attention du public en première page de l'actualité pendant plusieurs jours pour que les ressources soient libérées.»

A la fin de l'entretien, le président du CICR prie toutes personnes de bonne volonté de soutenir non seulement les missions à

court terme, mais également l'aide d'urgence nécessaire dans les zones de conflit existant depuis de nombreuses années. •

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Promouvoir le dialogue entre les cultures

Pensées d'un historien après un voyage en Iran

par René Roca, Institut de recherche sur la démocratie directe (www.fidd.ch)

L'Iran se trouve actuellement dans une situation politique et économique extrêmement délicate. La résiliation unilatérale et injustifiée du traité nucléaire par les Etats-Unis et le durcissement consécutif des sanctions sont une catastrophe pour le pays. Tout cela renforce les forces radicales en Iran, qui rejettent toute nouvelle coopération avec l'Occident.

L'Iran est une puissance régionale importante et a contribué, avec la Russie et la Turquie, à mettre fin à la guerre en Syrie, empêchant ainsi un deuxième scénario libyen – certes, avec un coût matériel et humain élevé. Les Etats-Unis ont finalement joué le jeu, mais la politique étrangère américaine reste imprévisible. On ne sait pas encore si les Etats-Unis prendront réellement leurs distances par rapport au «Projet pour un nouveau siècle américain» (*Project for the New American Century*) déclaré avant le 11-Septembre [2001]. L'un des initiateurs du «nouveau siècle», John R. Bolton, était jusqu'à récemment conseiller à la sécurité nationale du président Trump.

La situation actuelle est due, non pas à l'Iran, mais aux intérêts géopolitiques des pays occidentaux, préférant promouvoir un Moyen-Orient brisé et détruit plutôt que de coopérer de manière constructive et pacifique avec les pays en question. L'Iran envoie depuis longtemps des signaux positifs et appelle au dialogue sur un pied d'égalité.

L'année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations

En 2001, par exemple, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a proclamé l'«Année de dialogue entre les civilisations». Il s'agissait, entre autres, de formuler une position contraire aux déclarations du politologue américain Samuel P. Huntington. Dans son livre «Le Choc des civilisations» (première parution en 1996), il a émis l'hypothèse qu'au XXI^e siècle, des conflits entre les différentes zones culturelles, en particulier la civilisation occidentale et les zones culturelles chinoise et islamique auraient lieu. L'ONU, pour sa part, a voulu se concentrer sur le dialogue: «C'est pourquoi l'Année de dialogue entre les cultures poursuit l'objectif d'initier un dialogue qui – si possible – doit à la fois prévenir et intégrer les conflits».¹ Le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kofi Annan, avait désigné Giandomenico Picco comme son représentant personnel pour cette année de dialogue. Picco avait pour mission de promouvoir le débat sur la diversité par le biais de conférences et de séminaires ainsi que par la publication d'informations et de matériel scolaire. Il avait servi les Nations Unies pendant deux décennies et demeurait surtout connu pour sa participation aux efforts de négociation de l'ONU au sujet du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, ou encore pour les pourparlers de clôture de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Pour cette raison d'ailleurs, Picco avait bénéficié d'une confiance particulière en Iran. Ainsi, le dialogue interculturel a également fait l'objet d'une Table ronde au siège des Nations Unies en septembre 2000. L'initiative avait été prise par le Président de la République islamique d'Iran de l'époque, Mohammed Khatami. Cette Table ronde, présidée par le directeur général de l'Unesco, M. Koichiro Matsuura, a réuni les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères de plus de 20 pays d'origines culturelles différentes (parmi lesquels l'Afghanistan, l'Irak, l'Iran, le Soudan, l'Inde, mais aussi les Etats-Unis): «Tous les participants ont convenu qu'avec l'aide d'un tel dialogue entre les cultures, toutes les nations pourraient remplacer l'hostilité et la confrontation par la discussion et la compréhension mutuelle».² Les pays concernés cultivaient de grands espoirs dans le fait que l'ONU puisse faire avancer les choses, l'année suivante. Les objectifs pour l'année étaient les suivants:

- Ouvrir les portes à un grand processus de réconciliation dans une ou plusieurs parties du monde.
- Rendre la diversité compréhensible comme un pas vers la paix, avec le dialogue comme étant un moyen de progresser.



Tombeau du poète persan Saadi (entre 1193–1292) à Shiraz situé au milieu d'un magnifique parc avec ses bassins d'eau, ses plantes et ses parterres de roses. Ce mausolée à été construit en 1952 d'après les plans du Français A. Godard. (photo René Roca)

- Renforcer les relations amicales entre les nations et éliminer les menaces de conflits.
- Renforcer la coopération internationale en réglant les différends économiques, sociaux, culturels et humanitaires internationaux et en promouvant le respect universel des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous.
- Promouvoir activement une culture de paix et de respect mutuel, indépendamment de la foi, de la culture ou de la langue. Considérer les différences au sein des sociétés ou entre elles non pas comme obstacle, mais comme une ressource précieuse de l'humanité.
- Promouvoir le respect de la richesse de toutes les cultures. Encourager la recherche de fondements communs pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix dans le monde et aux défis communs des valeurs humaines et leurs acquis.

Cette année a mis beaucoup de choses en mouvement et le dialogue pacifique avait bien été encouragé. Cependant, le 11-Septembre est arrivé et avec lui la volonté de réaliser le «Projet pour un nouveau siècle américain». Ainsi, les Etats-Unis ont placé l'Iran dans l'«Axe du mal» et ont initié leur politique de guerre avec les campagnes dévastatrices contre l'Afghanistan et l'Irak. C'est grâce à la politique habile et à la préparation militaire de l'Iran que le pays n'a pas encore été détruit. On prend pleinement conscience à quel point une guerre serait apocalyptique (cf. Afghanistan, Irak, Libye et Syrie), quand on voyage à travers le pays et admire les biens culturels dans leur grâce et leur beauté et lorsque l'on parle avec une population ouverte et accueillante sur place.

La riche histoire et la culture de l'Iran et de la Perse

La Perse antique est considérée comme le pays d'origine des droits de l'Homme. En 539 av. J.-C., les armées de Cyrus le Grand,



Cylindre de Cyrus, Musée national de Téhéran. L'artefact est une copie, l'original se trouve au British Museum à Londres. En écriture cunéiforme, les décrets du roi achéménide Cyrus le Grand (601–530 av. J.-C.) sont immortalisés sur un cylindre d'argile brûlée. (photo René Roca)

le premier roi de l'ancienne Perse, conquiert la ville de Babylone. Il libéra les esclaves et déclara que tous avaient le droit de choisir leur propre religion. Cyrus aurait également libéré les Juifs de la captivité babylonienne. A l'époque déjà, il avait mis l'accent sur l'égalité des populations. Ses décrets ont été immortalisés sur un cylindre d'argile brûlée – le *Cylindre de Cyrus* – officiellement reconnu comme la première déclaration des droits de l'Homme par les Nations Unies, et même si certains historiens occidentaux remettent en question le texte et le rejettent comme propagande, il témoigne d'une attitude tolérante sans précédent et qui, pas même cent ans plus tard, a été développée en Grèce antique. Cette attitude était ancrée dans la religion zoroastrienne existant encore aujourd'hui, qui exige des gens qu'ils respectent des valeurs éthiques et les encourage à faire «le bien».

Après la conquête arabe et le début de la période islamique, ce fil rouge de l'égalité et de la tolérance continua à exister. L'islam chiite l'a emporté en Iran et avec lui aussi le sens de la raison dans le contexte de la foi et le principe que chacun doit se forger sa propre opinion. En bref: s'il y a un différend entre deux personnes, elles doivent d'abord chercher le dialogue. En cas d'échec elles doivent faire appel à une tierce personne neutre, et seulement à la fin s'il n'y a pas accord, le Coran doit être consulté. C'est une voie très pragmatique et humaine, qui suit l'école théologique rationaliste islamique (XIII^e siècle) ainsi que les directives du droit naturel. L'Egyptien Mohamed Abduh (1849–1905), l'un des plus importants réformateurs islamiques du XIX^e siècle et fondateur du modernisme islamique, a exercé une grande influence dans le développement de ce pragmatisme. Ayant été étudiant du penseur et critique du colonialisme Jamal Al-Din Al Afghani (1838–1897), Abduh s'est appuyé sur l'argumentation du droit naturel, universellement ancré dans la nature humaine. Selon lui, le sentiment national est également inhérent à l'essence même de l'Homme, et un peuple qui veut préserver sa dignité humaine doit donc résister au colonialisme et à l'impérialisme occidentaux. L'Egypte, l'Iran et une grande partie du monde islamique étaient alors soumis aux politiques de domination et d'exploitation des pays occidentaux. En Iran, c'est principalement le clergé qui a mené la résistance contre cette politique.

Cette tradition du droit naturel et des droits de l'Homme existe également aujourd'hui en République islamique d'Iran. L'Iran a une structure politique remarquable, avec un mélange de théocratie et de démocratie. Après quelques bouleversements, la révolution islamique de 1979 a été la première fois

qu'un régime laïc orienté vers l'Occident a été remplacé par un ordre politique fondé sur l'islamisme. Ce «tournant islamique» en Iran ne peut être compris que si l'on étudie l'histoire de l'Iran aux XIX^e et XX^e siècles sous le signe de l'hégémonie coloniale et postcoloniale de l'Occident. La voie iranienne est une voie indépendante et ne se fonde pas sur une «hiérocraie». L'Iran tente une expérience islamique qui s'efforce de trouver, en accord avec la population, une synthèse entre la foi traditionnelle et la modernité globalisée – et cela est démontré par les réformes politiques et économiques mises en place.

La démocratie est «plutôt étrangère»³ dans les pays du monde islamique, et donc aussi en Iran, comme l'écrivait Arnold Hottinger, expert de l'islam et auteur récemment décédé. Mais la richesse culturelle et historique de l'Iran montre des approches et des points de contact importants, dont la révolution islamique de 1979. Hottinger explique: «La République islamique combine dans sa Constitution deux principes de base contradictoires, d'une part celui de la souveraineté populaire, s'exprimant par les élections populaires du président et des parlementaires, d'autre part celui de la théocratie s'exprimant par un comité de hauts fonctionnaires religieux nommés à vie.»⁴ Si l'on observe le chemin que l'Europe a pris pour arriver à la démocratie, il est facile d'en mesurer les difficultés et les contradictions. L'Iran a déjà pris des mesures importantes vers davantage de démocratie. Selon Hottinger, «l'islamisme a contribué dans de nombreux pays musulmans à une prise de confiance des populations qui se voient davantage comme protagonistes des événements politiques – dans de nombreux cas pour la première fois depuis la lutte de libération contre les colonialistes. Pour cette raison, il est possible que la mobilisation islamiste puisse – dans certains cas heureux – se transformer en une mobilisation démocratique. L'une des leçons possibles à tirer des premiers succès de l'islamisme, notamment contre le shah d'Iran, est que le peuple, s'il sait ce qu'il veut, pourrait faire avancer le processus politique selon sa volonté.»⁵

Les bons offices de la Suisse

La visite récente du conseiller fédéral Ueli Maurer en Arabie saoudite est la bienvenue. Outre les questions économiques, il évoqua également les bons offices de la Suisse. Depuis la révolution islamique, la Suisse représente les intérêts américains en Iran et vice-versa. L'Arabie saoudite a maintenant suggéré une série de pourparlers avec l'Iran, alors que leurs relations sont hostiles. Le Pakistan et l'Irak veulent servir de médiateurs. Il faut espérer que la diplomatie discrète de la Suisse et la bonne volonté des acteurs impliqués de la région contribueront à instaurer la confiance nécessaire et à reprendre la voie du «dialogue entre les cultures». Il serait souhaitable que l'Iran et la région du Moyen-Orient le fassent dans l'esprit du poète national persan Saadi, qui a écrit au XIII^e siècle ces vers ornant le hall d'entrée du siège de l'ONU à New York:

«L'attachement»

*Etroitement unis, les hommes sont tissés
De la même étoffe de Création qui les élève.
La vie apporte-t-elle à l'un d'eux la douleur.
Les autres l'aident à porter sa souffrance.
Ô toi qui ne connais pas de compassion
Pour tes semblables,
Tu es indigne de ta qualité d'être humain!*⁶

(Traduction Horizons et débats)

¹ www.unric.org. Uno-Jahr des Dialoges zwischen den Kulturen

² idem.

³ Hottinger, Arnold. *Gottesstaaten und Machtpyramiden. Demokratie in der islamischen Welt.* Zürich 2000, p. 11

⁴ idem., p. 402

⁵ idem., p. 445

⁶ *Gol-o-Bolbol (Rosen und Nachtigall). Ausgewählte Gedichte aus zwölf Jahrhunderten, übertragen aus dem Persischen von Purandocht Pirayech.* Teheran 2017, p. 48